

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 25

janvier 84 / 14 fr.

Sommaire

éditorial



Les fausses évidences de Lutte Ouvrière



PAP'CHAP'

100 JOURS D'OCCUPATION



**Comment s'est formée
la conception léniniste du parti**



Index des articles parus en 1983

Dossier

Editorial

Le risque économique... et le risque politique

La situation économique apparaît, en ce début 1984, assez compliquée. D'un côté, les prédictions apocalyptiques du CERES lors de l'instauration du plan Delors ne se sont pas concrétisées : le chômage n'a pas encore explosé, le franc s'est maintenu, le déficit extérieur a bel et bien fondu. Mais, d'autre part, rien ne s'est passé comme Delors l'imaginait : le commerce extérieur s'est redressé grâce aux exportations et non aux importations ; l'inflation n'a pas ralenti, mais le chômage n'a bondi de 3 % qu'en novembre. « *Tous les manuels sur la régulation conjoncturelle sont à revoir* », se lamente *Libération*. Pour s'y retrouver quelque peu, il paraît nécessaire de commencer par regarder dans quel environnement international se débat le gouvernement Mauroy-Delors. C'est d'autant plus nécessaire que tous ses espoirs reposent maintenant dans la reprise à l'étranger.

La reprise américaine

Le fait majeur de la situation économique mondiale en 1983 a été indiscutablement la nette reprise aux USA. Le produit intérieur brut, chiffre mesurant la richesse créée dans le pays, a augmenté en volume de plus de 3 % par rapport à 1982, et la production industrielle de presque 12 %. On estime que l'industrie tourne actuellement à environ 80 % de ses capacités, contre 68 % au début 1983. Le chômage a baissé, retombant au-dessous de 10 % de la population active. La productivité de l'industrie s'est spectaculairement améliorée grâce aux « dégraissages » et licenciements de 1981-82 et à la reprise de 1983.

Si on ajoute à ce tableau le niveau historique de l'inflation (seulement 3,6 % en 1983), la santé éclatante du dollar et les cours record de Wall Street, on comprend que certains propagandistes un peu trop zélés puissent proclamer la victoire de Reagan sur la crise et le début d'un nouvel âge d'or du capitalisme libéral. Mais l'immense majorité des économistes, même libéraux, ne partagent pas cet optimisme.

Tout d'abord, une remarque toute simple : la « brillante reprise » de 1983, qui avait d'ailleurs été annoncée pour 1981, puis 1982, et que personne n'osait plus espérer, n'a fait que rétablir la production à son niveau de 1979, dernière année avant la récession. Pas de quoi triompher.

Ensuite et surtout, les bases de cette reprise sont, pour tous les experts, très fragiles. D'abord la demande des ménages : « *L'expansion est pour l'essentiel alimentée par la demande accumulée au cours des années de récession, biens de consommation domestique, logements, automobiles.* » (Y. Laulan, dans *Investir*, 21 novembre 1983.) Le logement en particulier a progressé de 32 % après plusieurs années d'effondrement. Rien ne permet de supposer que ceci se perpétue, en une période où les salaires et les programmes sociaux restent les cibles privilégiées de Reagan et du patronat.

Ensuite, l'énorme déficit budgétaire absorbe les deux tiers de l'épargne, ne laissant que des miettes pour les investissements des entreprises privées. Les causes en sont l'envolée des dépenses militaires et les réductions d'impôts accordées aux contribuables les plus aisés. Le déficit commercial américain bat aussi tous les records : le niveau astronomique du dollar rend les exportations

américaines non compétitives (recul de 5 % en 1983) et stimule les importations (+ 2,5 % en 1983).

Le gouvernement US finance ces déficits en attirant massivement les capitaux étrangers grâce à des taux d'intérêt réels très élevés : ce sont finalement les capitalistes européens et japonais qui financent la reprise américaine ! La contrepartie est évidente : l'affaiblissement de toutes les monnaies par rapport au dollar, le drainage des capitaux disponibles, étouffent les potentialités de reprise économique hors des Etats-Unis et bloquent le redémarrage de l'investissement. Comme l'écrit l'OCDE dans ses prévisions pour 1984 : « *Il semble que cette reprise balbutiante doit se poursuivre (...); c'est pour l'Europe que l'incertitude est la plus grande.* »

En outre, l'expansion des déficits tend à faire monter les taux d'intérêt. Selon *l'Expansion* du 18 novembre 1983, citant les conclusions d'une conférence internationale d'experts, « *la brillante reprise des affaires aux Etats-Unis va achopper sur une remontée des taux d'intérêt qui entraînera une rechute de l'économie américaine et mondiale en 1985-86.* » L'institut américain Wharton prévoit pour 1984 une poursuite de la croissance américaine (+ 5 %) et un léger mieux en Europe (+ 1,5 %, sauf en France : - 0,5 %), mais une rechute brutale dès 1985 et surtout 1986. Les risques d'un effondrement du château de cartes de l'endettement international, et donc d'une panique financière majeure, en seront décuplés. Bref, pour l'économie française, le salut ne viendra pas d'une reprise mondiale généralisée.

Le demi-succès du plan Delors

Rappelons l'objectif principal du plan Delors de mars 1983 : diviser par deux le déficit du commerce extérieur, c'est-à-dire atteindre un déficit de « seulement » 50 milliards de francs en 1983. L'objectif sera atteint et sans doute même dépassé, grâce à une légère baisse des importations et une forte hausse des exportations. Les USA et la RFA, en particulier, ont acheté beaucoup plus à la France que l'an dernier, sans doute grâce aux dévaluations du franc. L'énorme déficit de 1982 avec l'Allemagne devrait se réduire de beaucoup en 1983. Une série de raisons expliquent et permettent de juger de la durabilité de ce redressement :

- La flambée d'importations du premier trimestre 1983, liée à la dévaluation de mars que tous les importateurs attendaient, ne s'est évidemment pas prolongée après la dévaluation.
- Les importations de pétrole ont également baissé (d'environ dix milliards de francs) car le gouvernement a autorisé les compagnies à diminuer leurs stocks.
- L'accroissement des exportations vers les USA et la RFA n'est pas encore compensé par l'effondrement actuel des exportations vers les grands pays du tiers monde et de l'OPEP (en proie à des difficultés financières sévères).

Ces éléments militent en faveur de l'hypothèse pessimiste : le redressement du commerce extérieur serait un feu de paille. Mais en sens inverse il faut noter un point essentiel : les importations n'ont que très peu baissé, parce que les Français, pour payer les suppléments d'impôts (1 % et 10 %), ont préféré diminuer leur épargne plutôt que leur consommation. Le plan Delors a bien fait baisser la consommation des ménages au deuxième trimestre 1983, quoique très légèrement (moins que prévu en tout cas : - 0,3 %). L'INSEE prévoit un nouveau recul du pouvoir d'achat de 1 % au premier semestre 1984. Le recul prévisible de la consommation en 1984 favorisera donc le rééquilibrage du commerce extérieur.

Mais ce succès du plan Delors est amoindri par deux chiffres noirs : une inflation de presque 10 % en 1983 et un « service de la dette » de soixante milliards en 1984 (somme à rembourser aux créanciers étrangers de la France).

L'inflation tout d'abord : la bourgeoisie française n'a pas encore réussi, comme en Angleterre et aux USA, à imposer à la classe ouvrière de payer le prix de la désinflation, c'est-à-dire à désindexer les salaires sans désindexer les profits. Le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté d'environ 10 % en 1983, malgré toutes les exhortations adressées aux patrons par Gattaz et Delors.

Aucune réforme n'a été engagée par diminuer le coût de la distribution et les marges commerciales. Le maintien d'une inflation de cinq points plus élevée qu'en RFA rend inéluctable à terme une nouvelle dévaluation, sans qu'on puisse affirmer qu'elle aura lieu en 1984 : Delors a obtenu un certain répit dans la défense du franc.

La charge de la dette ensuite : les remboursements en intérêt et capital (soixante milliards en 1984, quatre-vingt-trois en 1985, quatre-vingt-dix en 1986) vont obliger le gouvernement à s'endetter encore plus pour pouvoir y faire face ! Car il est exclu qu'il parvienne à un excédent suffisant de la balance des paiements pour éviter ce nouveau recours à l'endettement extérieur. Equilibrer la balance, peut-être ; mais trouver un excédent de quarante milliards dès 1984, sûrement pas... On mesure ici à quel point l'emprise du marché mondial sur la France est puissante : une année de « relâchement » (la première année du septennat) par rapport aux politiques d'austérité draconiennes des concurrents se paye au prix fort quand on continue à respecter les règles du jeu capitaliste. Toute marge de manœuvre — du genre d'un soutien conjoncturel de la consommation en France pour sauvegarder l'emploi — est désormais interdite, remarquait F. Renard dans *le Monde* du 15 novembre 1983.

Mais si l'on peut parler du demi-succès du plan Delors, malgré ces ombres, c'est parce que les conséquences négatives que beaucoup — y compris Delors lui-même — prévoyaient ne se sont pas encore fait sentir : il n'y a eu ni effondrement de la demande (c'est l'épargne qui a trinqué), ni surtout envolée du chômage.

Chômage : la borne des deux millions est franchie

Alors que l'INSEE, l'OCDE et tous les instituts prévoyaient une envolée du chômage au deuxième semestre 1983 et un chiffre de 2,2 à 2,3 millions de chômeurs, le cap des 2,1 millions n'a été franchi officiellement qu'en novembre, par un bond en avant de 3 %. Mais l'INSEE reconnaît lui-même que ces chiffres ne représentent pas la réalité, du fait des mesures visant à modifier le nombre des chômeurs recensés :

- Le « nettoyage » des fichiers de chômeurs est de plus en plus efficace et rapide (en bref : l'ANPE radie plus vite que son ombre).
- Beaucoup de chômeurs qui ont perdu leurs droits à des indemnités avec les décrets Bérégovoy de novembre 1982 ne s'inscrivent plus à l'ANPE car ils n'y gagnent rien. Il s'agit surtout de chômeurs qui s'inscrivaient à l'agence entre deux petits jobs précaires ou provisoires.
- Le « traitement social » du chômage selon Mauroy, consistant à baptiser un jeune chomeur « jeune en formation » grâce aux stages Rigout, et un vieux chômeur « préretraité », et maintenant « retraité à soixante ans » : on observe que, dans toutes les tranches d'âge, le nombre de chômeurs a augmenté en 1983, sauf pour les moins de vingt-cinq ans et les plus de cinquante, où il a diminué.

Ainsi, tout comme les gouvernements précédents, celui-ci cherche plus à endiguer la montée des statistiques de chômeurs qu'à créer véritablement des emplois. L'ennui de cette politique, c'est que chaque digue ne peut servir qu'une fois, ne permettant que de retarder de quelques mois la montée des chiffres. L'importance politique n'en doit donc pas être négligée (en particulier pour J. Ralite, ministre de l'Emploi), mais tant que les destructions d'emplois et les licenciements ont libre cours, la réalité du chômage reste la même. La crise financière de l'UNEDIC et des régimes sociaux aidant, l'exclusion des travailleurs âgés et leur métamorphose en « jeunes (pré)retraités » ne va plus pouvoir continuer au même rythme. En même temps, les jeunes provisoirement casés dans des stages-parkings vont finir par en sortir et se présenter aux bureaux de l'ANPE. Enfin, la récession qui se pointe pour 1984 ne va pas arranger les choses. L'INSEE annonce une accélération des suppressions d'emplois en 1984, surtout dans le bâtiment et l'industrie.

Toute perspective de nouvelle réduction de la durée du travail est officiellement abandonnée ; et le gouvernement donne le feu vert au patronat pour

résoudre « le délicat et douloureux problème du juste niveau des effectifs dans l'industrie » (dixit le député socialiste C. Pierret), c'est-à-dire pour licencier et dégraisser à outrance.

Les enjeux de 1984

Côté patronal, la situation n'est guère brillante non plus. Les investissements des entreprises ont reculé nettement en 1983 (environ - 3 % en volume). La part des profits dans la valeur ajoutée, qui s'était un peu améliorée au premier semestre 1983, a rechuté brutalement au second semestre : le plan Delors, en réduisant la demande des ménages, a aussi touché les entreprises, notamment le bâtiment où les faillites se multiplient. Cette situation n'est plus tolérable quand les principaux concurrents (RFA, Grande-Bretagne, Etats-Unis) connaissent une certaine reprise de l'investissement. Le danger existe d'une prise de retard dramatique dans la concurrence internationale.

Le plan Delors ne visait qu'à réduire les déficits de l'Etat et du commerce extérieur, et ne pouvait pas en lui-même provoquer une remontée des profits et de l'investissement, bien au contraire. C'est en quoi il avait été critiqué par le CNPF, bien sûr, mais aussi, sur un registre un peu différent, par la CFDT. Mais la solution des fonds salariaux, préconisée par celle-ci, s'est heurtée à une double opposition : celle du patronat qui craint que les syndicats ne mettent leur nez dans ses affaires en demandant en contrepartie un droit de regard sur l'utilisation des fonds prélevés sur les salaires pour l'investissement ; et celle de FO qui refuse verbalement l'« intégration » des syndicats dans l'entreprise. Le patronat préfère mener l'offensive sur les salaires, comme l'a affirmé Gattaz de manière provocatrice en appelant les patrons à « profiter de l'occasion historique de faire baisser les salaires » qu'offre une situation où « les syndicats se tiennent à carreau ».

Car le CNPF sait pouvoir compter sur l'appui du gouvernement : Delors s'est réjoui ouvertement que « pour une fois le patronat n'ouvre pas le parapluie » — c'est-à-dire prend des risques par sa franchise même. Carte blanche pour les licenciements, carte blanche pour la baisse des salaires réels : le patronat a reçu le message.

Le risque pour le gouvernement est double. D'abord, rien ne dit qu'en allant un peu trop loin dans la baisse du pouvoir d'achat et de la consommation, il ne déclenche une récession beaucoup plus importante que prévu. L'expérience des six derniers mois montre qu'il est difficile de prévoir les conséquences immédiates des décisions économiques et que bien des variables (taux d'épargne fluctuant, dollar insaisissable, inflation entêtée...) échappent à tout contrôle. C'est le risque économique.

Le risque politique, que Mitterrand a choisi d'affronter dès maintenant, ne fait que s'aggraver : en écoeurant davantage les travailleurs qui l'ont élue en 1981, la majorité sape un peu plus sa propre base sociale et renforce la démagogie et l'arrogance de la droite. Mais elle prend aussi le risque de susciter une réaction ouvrière de lutte ouverte contre les objectifs patronaux, de mobilisation active des secteurs combatifs pour signifier au gouvernement que l'heure n'est plus au consensus. La lutte engagée par les ouvriers de Talbot contre les licenciements constitue, à cet égard, un test dont la signification n'échappe ni au gouvernement ni au patronat. Il est décisif que le mouvement ouvrier comprenne l'importance de l'enjeu de Talbot pour toute la classe ouvrière et organise la solidarité autour de cette lutte.

□

Les fausses évidences de Lutte ouvrière

Philippe ANDREA

NOS camarades de Lutte ouvrière ont édité voici quelques mois une petite brochure pour présenter leur organisation et sa place dans le mouvement trotskyste. Ils expliquent ce qui, selon eux, les différencie des autres organisations se réclamant de la IV^e Internationale.

Les camarades de LO veulent aussi engager le débat pour avancer dans la résorption des divergences qui maintiennent le mouvement révolutionnaire dispersé. Ils présentent leurs propositions pour avancer vers la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

C'est là une préoccupation qui nous est commune. La nécessité d'une alternative au PC et au PS empêtrés dans la collaboration de classes, au plus haut niveau de l'Etat, est ressentie par des milliers de travailleurs, qui voient aujourd'hui leurs espoirs s'effondrer en même temps que leurs aspirations et leurs revendications sont bradées.

L'image que LO donne d'elle même

Il est intéressant de voir comment LO s'auto-définit, de quel point de vue elle choisit de le faire

1) La primauté du point de vue « organisationnel ».

Dans toute la brochure, l'insistance est mise sur ce qu'on pourrait appeler le point de vue « organisationnel » :

● LO est une organisation qui consacre « toutes ses forces à s'implanter dans la classe ouvrière et uniquement à cela » ;

● c'est parce qu'elle est un « tout petit groupe » qu'elle fait ce choix ;

● LO apparaît « ouvertement » dans la

classe ouvrière, au milieu des travailleurs. C'est ce choix d'implantation qui lui permet d'avoir une ligne de masse.

C'est à cet aspect organisationnel que LO semble tenir le plus. Elle ne présente les grandes divergences politiques qui la séparent de la LCR que comme les conséquences de ce choix, leur accordant une place secondaire. Ce n'est que dans la seconde partie de la brochure qu'elle cite ces divergences, en négatif, pour montrer à quoi mènent les choix organisationnels différents faits par la LCR ou le PCI.

Cette image de soi-même et des autres véhiculée par LO constitue une vision politique du monde. A ériger ses méthodes et conceptions propres de construction d'une organisation ouvrière en ligne de partage avec d'autres courants révolutionnaires, LO en arrive à une sous-estimation grave des questions de stratégie politique, sous-estimation qui joue négativement sur ses capacités à faire avancer la construction d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est ce que nous tentons de démontrer dans cet article.

2) Une classe ouvrière muette depuis 40 ans dans le monde entier ?

Toutes les organisations qui se réclament du trotskysme ont un héritage programmatique commun : les leçons de la Révolution russe, de sa dégénérescence bureaucratique, les échecs des révolutions chinoises de 1927, allemande et espagnole dans les années vingt et trente sont revendiqués par LO. Tout cela a été formulé dans les thèses des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, et dans le programme de fondation de la IV^e Internationale en 1938, le programme de transition.

Mais l'histoire du monde ne s'est pas arrêtée en 1938. Et face aux lut-

tes de classes qui ont de manière ininterrompue secoué la planète, des divergences se sont installées et ont grandi. Ainsi pour LO :

● Les pays du glacis, soumis à l'influence de l'Union soviétique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, seraient demeurés des Etats bourgeois, faute de véritable révolution prolétarienne. Pour LO, il y aurait dans ces pays trois protagonistes : la classe ouvrière, l'ancienne classe dominante qui aurait été préservée et la bureaucratie soviétique. Nous avons pour notre part montré à plusieurs reprises que les événements de Pologne ne sont compréhensibles que dans une dynamique de révolution politique anti-bureaucratique. Quand la classe ouvrière polonaise s'est-elle heurtée à une classe de capitalistes polonais ? Pour valider son analyse des pays du glacis, il faudrait que LO explique comment peuvent exister des Etats bourgeois sans capitalistes ; qu'elle analyse les événements de Pologne et définisse les tâches de la révolution dans ce pays à la lumière de ses positions traditionnelles sur les pays du glacis.

● Les révolutions yougoslave et chinoise n'auraient été que des mouvements nationalistes petits-bourgeois, et n'auraient en conséquence pas abouti à la création d'Etats ouvriers.

● Les mouvements révolutionnaires dans les pays dominés, à Cuba, au Vietnam, au Nicaragua « s'appuient essentiellement sur les paysans », et ne seraient donc que des mouvements nationalistes, en rupture ni avec la bourgeoisie, ni avec l'impérialisme.

● En résumé, et LO insiste à plusieurs reprises sur ce point, « nulle part la classe ouvrière n'est intervenue, indépendamment, en tant que classe, dans des événements politiques décisifs. » Et c'est cela qui fondamentalement expliquerait la faiblesse des organisations trotskystes.

En réduisant l'activité indépendante de la classe ouvrière à son avant-garde potentielle, le mouvement trotskyste, LO enclanche un mécanisme extrêmement sectaire. Si l'avant-garde ne se développe pas, c'est que la classe ouvrière est inerte, au sens où elle n'a pas mis en cause les bases de la société bourgeoise. L'orientation politique de l'avant-garde, pour qu'elle soit reconnue comme telle, n'est même plus à mettre en cause. Il suffit d'attendre le jour où la classe ouvrière, en se mettant en marche, reconnaîtra les siens.

La discussion politique est à nouveau escamotée et passe au second plan.

Cette analyse n'est pas seulement pessimiste. Si la classe ouvrière ne s'est pas posée en candidate au pouvoir depuis plus de 40 ans, dans aucun pays du globe, uniformément et quelle que soit la conjoncture, alors qu'en est-il du potentiel révolutionnaire du prolétariat ?

Il faut relever ici l'argument traditionnel et général de LO quant à la nature des pays de l'Est européen, de la Chine, du Vietnam, de Cuba : ces pays n'auraient pas rompu avec le capitalisme parce que la classe ouvrière, contrairement à l'URSS, n'y a pas construit de soviets. Ainsi, pour LO, l'URSS est et demeure le seul Etat ouvrier de la planète, malgré la disparition des soviets, du fait de son origine soviétique.

Cette façon d'aborder la question relève d'un pur formalisme, car elle évacue l'analyse de la nature et de la portée des transformations économiques et sociales opérées dans les « démocraties populaires », en Chine, au Vietnam, à Cuba. Exclure que des sociétés non capitalistes puissent naître des méthodes militaro-bureaucratiques de Staline où de processus originaux et imprévus dans lesquels la classe ouvrière n'a pas construit de soviets, relève d'un fétichisme qui n'était pas dans la manière de Trotsky. Celui-ci s'est toujours gardé d'ériger les soviets en forme universelle de passage au socialisme et a, dans de nombreux écrits prémonitoires, affirmé la possibilité de l'expropriation de la bourgeoisie par d'autres méthodes ou sous d'autres formes.

Il n'est certes pas indifférent pour nous que diverses révolutions se soient réalisées sans l'apparition de soviets, c'est-à-dire sans les instruments directs du pouvoir ouvrier. Reconnaître ces révolutions et défendre leurs acquis n'implique pas, bien au contraire, l'abandon de la lutte pour la démocratie des conseils. Autre chose est l'aveuglement prolongé de LO qui nie le caractère socialiste des ces révolutions.

3) LO fait bon marché de la révolution permanente.

Pour autant LO constate que le monde n'est pas immobile et sans combat. Personne ne peut contester que nous sommes dans l'ère des guerres et des révolutions. Mais comme on ne trouve pas à leur tête l'avant-garde trotskyste, c'est qu'il ne s'agit pas de la classe ouvrière. Il faut trouver de nouveaux acteurs

sociaux : la paysannerie, la petite bourgeoisie qui occuperaient la place décisive dans tous les conflits survenus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Lire les événements mondiaux à travers les lunettes de LO conduirait à attribuer à la petite bourgeoisie les qualités qui auraient manqué justement à la classe ouvrière : elle serait capable de se doter d'organisations (de la Yougoslavie au Nicaragua) ; de mener jusqu'au bout le combat anti-impérialiste pour la libération et l'indépendance nationale (qui peut le nier dans le cas du Vietnam ou de Cuba ?) ; d'exproprier la bourgeoisie et d'établir des régimes basés sur la propriété collective des moyens de production pour une période de temps prolongée comme en Chine. Elle est enfin, dans le cas de Cuba, capable de définir une stratégie régionale de déstabilisation de l'impérialisme nord-américain. Cela fait beaucoup de choses et met en cause la façon dont LO traite l'héritage programmatique qui nous est commun.

Il faut rappeler ici que la théorie de la Révolution permanente, dont se réclame LO, repose sur quatre piliers fondamentaux :

● A l'époque de l'impérialisme, la seule manière de résoudre la question nationale, la réforme agraire, de satisfaire toutes les revendications démocratiques (comme l'alphabétisation) dans les pays dominés, c'est que la classe ouvrière prenne la tête des luttes, se mette à la tête de la nation, en faisant alliance avec toutes les couches opprimées de la population.

● La satisfaction de ces revendications suppose la rupture avec l'impérialisme, ce dont les éléments bourgeois existants sont finalement incapables. A l'époque de l'impérialisme, les bourgeoisies nationales ont perdu le rôle progressiste qui a pu être le leur aux siècles précédents dans les pays qui furent le berceau du capitalisme et de la révolution industrielle. Les tâches de la révolution démocratique ne peuvent être réalisées et garanties que par la dictature du prolétariat.

● La classe ouvrière, dans le même mouvement, est amenée à s'attaquer à la propriété capitaliste. Ainsi se combinent les tâches démocratiques et socialistes de la révolution, dans un processus permanent. Les rythmes dépendent de la situation de chaque pays, de l'importance des autres couches sociales, de l'attitude de l'impérialisme, c'est-à-dire du déve-

loppement de la Révolution mondiale.

● Il ne s'agit pas là d'un processus inéluctable. Pour qu'il aille à son terme, il faut une direction révolutionnaire capable de le diriger consciemment. Rien n'exclut que, dans des circonstances exceptionnelles, la classe ouvrière puisse se doter d'organisations capables de mener ce processus à terme. La faiblesse des organisations trotskystes explique que ces directions ne se retrouvent pas totalement sur un programme marxiste-révolutionnaire, mais en redécouvrent seulement certaines clés essentielles, comme à Cuba. Cela fait les limites de ces directions, leurs possibilités de reculs. Mais nous n'avons jamais sous-estimé ce que nous pouvions apprendre d'elles.

Lutte ouvrière remet en cause ces quatre piliers sur lesquels repose la théorie de la révolution permanente. Cela ne peut pas être sans conséquence. La théorie de la révolution permanente est la théorie de l'action du prolétariat à l'époque de l'impérialisme. En la remettant en cause, on rejette des parties essentielles du marxisme, et d'abord le rôle moteur, dans l'histoire, des luttes de la classe ouvrière. Ainsi pour LO, l'histoire mondiale avance, alors que la classe ouvrière est muette.

4) LO et l'Internationale

Cette vision du monde a en revanche un avantage, même s'il est dérisoire : elle permet à LO de justifier sa faiblesse. Mais elle l'enferme dans un cercle vicieux : s'abstenant de tirer les leçons de la manière dont la classe ouvrière s'est mise en mouvement depuis 1940, LO ne peut adopter une stratégie lui permettant de s'orienter vers la révolution mondiale, et de travailler à la construction d'une organisation internationale.

Ce n'est en effet pas un hasard si l'échec le plus patent reconstruit par LO concerne la « reconstruction » de la IV^e Internationale. LO nous explique qu'elle a multiplié les propositions pour l'échange et la confrontation des idées et expériences entre organisations se réclamant du trotskysme de par le monde, sans succès. Paradoxalement, elle reproche à la IV^e Internationale de ne pas fonctionner comme l'Internationale communiste, alors qu'elle même limite son ambition, depuis des années, à la réunion informelle de groupes dispersés et sectaires, la plupart du temps, venant à des conférences de débats, sans que cela ait la moindre conséquence pratique. Ambition qui a été régulièrement réduite à néant.

LO peut se gausser des difficultés rencontrées par la IV^e Internationale. Aucune de ses sections n'aurait une influence décisive dans la classe ouvrière de son pays ? Les divergences en son sein seraient très importantes ? Le centralisme démocratique existant en son sein ne permettrait pas de remettre en cause les décisions prises par une section nationale ?

Tout cela recouvre des problèmes réels de la IV^e Internationale. Mais 45 ans d'histoire du mouvement trotskyste ont montré que le maintien d'un cadre international centralisé (même si ce n'est pas sur le modèle de l'IC autour du parti russe) avait été le moyen le plus efficace :

● Pour forger des générations de militants révolutionnaires dans presque tous les pays du monde (et cela à soit seul n'est-il pas déjà un immense acquis ?) ;

● Pour fonder un programme révolutionnaire vraiment internationaliste, discuté et élaboré d'un point de vue qui dépasse les limites nationales, tout en intégrant la multiplicité des expériences nationales ;

● Pour apprécier la lutte des classes non pas d'un point de vue partiel, étriqué, national, mais du point de vue international ;

● Pour mener des campagnes communes, en solidarité avec le Vietnam hier, avec la révolution en Amérique centrale aujourd'hui, par exemple. Que dans une situation où justement aucun parti trotskyste ne dispose d'une autorité liée à son influence dans la classe ouvrière de son pays, il soit difficile de maintenir un tel cadre, qui le niera ? Certainement pas nous ! Mais n'est-ce pas la preuve de la solidité de ses bases programmatiques, qui sont son seul ciment ?

LO ne devrait-elle pas reconnaître que toutes les autres démarches, rompant avec la méthode préconisée par Trotsky à la fin des années trente, ont échoué piteusement, donnant un résultat dix fois moindre que le notre ?

L'échec international de LO renvoie :

● A son mépris des questions politiques toujours subordonnées à la question organisationnelle.

● A une analyse politique qui nie l'activité de la classe ouvrière et refuse d'analyser les chemins particuliers qu'ont pris les luttes du prolétariat.

5) Où l'image recouvre une réalité

Si, par une démarche symétriquement inverse à celle de LO, on partait de ces caractéristiques politiques, on serait amené à considérer

LO comme une secte, incapable de saisir le mouvement réel, tournée vers son auto-justification et son auto-reproduction. Mais une telle démarche serait fautive. LO met en avant ses choix organisationnels pour se définir. Et ce n'est pas là, de sa part, un simple artifice.

On ne peut rien comprendre à Lutte ouvrière si on passe à côté de l'enracinement réel de ce groupe dans la classe ouvrière de notre pays. Quelles que soient les analyses politiques qu'elle peut produire, il reste qu'il s'agit d'abord d'une organisation dont une fraction importante, la colonne vertébrale, est composée de centaines de militants ouvriers reconnus sur leurs lieux de travail comme représentants intransigeants des intérêts ouvriers, dévoués et au service du prolétariat.

Imaginons une organisation, ayant les mêmes positions que LO mais ne disposant pas de cette implantation dans la classe ouvrière : elle aurait été balayée du champ politique et réduite à l'état d'une secte sans importance. LO, elle-même, a bien raison de penser que c'est son enracinement social et non ses positions politiques, qui fait sa force.

6) Le point d'accord capital entre LO et la LCR aujourd'hui.

Est-ce à dire, comme nous l'avons fait dans le passé, que LO est une organisation « économiste » ? Ce serait un rapprochement abusif avec un combat mené par Lénine contre une tendance apparue dans les premières années de la social-démocratie russe. L'économisme suppose, d'une part, une limitation des combats de la classe ouvrière aux seules revendications liées aux conditions de travail et de salaire, mais il se complète, d'autre part, d'un opportunisme total envers la bourgeoisie, ce qui fait de lui un courant politique de collaboration de classes. Tel n'est évidemment pas le cas de LO.

L'existence d'un gouvernement majoritairement composé de dirigeants du PC et du PS, soutenu par une majorité de la classe ouvrière a été un test acide pour toutes les orientations à l'œuvre dans le mouvement ouvrier. On a vu le PSU passer avec armes et bagages dans le camp gouvernemental qui est aussi celui de la bourgeoisie, au moment même où celui-ci multipliait les mesures anti-ouvrières.

Toute politique qui aurait pour conséquence de masquer la nature bourgeoise du gouvernement actuel doit être bannie. Et il y a bien là des-

sus un accord essentiel entre LO et la LCR ces deux dernières années. Nous avons caractérisé, LO comme nous, le gouvernement actuel comme un gouvernement bourgeois, même si nous avons eu des divergences tactiques. Nous avons affirmé la nécessité de construire une force alternative à la « gauche de la gauche ». Les accords réalisés avec LO auraient été impossibles avec une organisation économiste.

L'image que LO donne de la LCR

Si LO considère que sa présence et sa méthode d'implantation dans la classe ouvrière garantissant la justesse de son orientation politique, elle n'a plus qu'à constater, à l'inverse, que l'extériorité préjugée de la LCR au prolétariat explique les errements de sa ligne politique.

Cet automatisme établi, est-il nécessaire de confronter et de discuter sérieusement, point à point, des divergences proprement politiques ? On ne trouvera pas dans la brochure de LO d'analyse de la politique de front unique menée par la LCR et on ne verra pas cette question discutée en référence au programme de transition dont pourtant LO se réclame.

1) Intervention dans la classe ouvrière et vers d'autres milieux : convergences et divergences.

LO reprend le fil, par le bout organisationnel : la LCR organise un travail militant dans d'autres couches sociales que la classe ouvrière. Dans la classe ouvrière, elle privilégie les militants syndicaux, la tactique syndicale aux dépens d'une intervention autonome en direction des travailleurs du rang.

Le premier débat a pu avoir beaucoup d'importance pendant et après les événements de Mai 1968, quand notre courant était majoritairement actif dans le mouvement de la jeunesse scolarisée et étudiante. Il en a moins aujourd'hui. Quand LO explique qu'il faut tourner l'organisation révolutionnaire vers la classe ouvrière et définir sa politique en fonction des préoccupations et des problèmes de la classe ouvrière, elle a totalement raison et il n'y a pas de divergences entre nous. Mais ce qui est faux, c'est de théoriser une activité tournée exclusivement vers le prolétariat et justifiée par la faiblesse actuelle des révolutionnaires.

Ainsi, selon la brochure de LO, si Lénine demandait aux socio-

démocrates russes d'aller militer dans toutes les couches de la population, c'est parce qu'il aurait dirigé un parti de milliers et même des dizaines de milliers de « membres ». C'est pour le moins une simplification. Lénine voulait que le parti du prolétariat puisse agir dans toutes les couches de la population susceptibles d'aider au renversement du tsarisme. Le parti léniniste, c'est avant toute chose le parti de la révolution et de la prise du pouvoir. Sa construction s'identifie à la cette stratégie de prise du pouvoir. La démarche organisationnelle de Lénine renvoie toujours à sa stratégie de la révolution. LO y substitue des étapes organisationnelles dans la construction du parti : pas de travail révolutionnaire et d'organisation vers d'autres couches sociales avant d'être reconnu comme direction par au moins une partie importante de la classe ouvrière. Nous reviendrons plus loin sur les conséquences politiques d'une telle attitude.

2) Le « milieu syndical » extérieur à la classe ouvrière ?

LO dévide son fil : reconnaissant l'effort relativement fructueux d'implantation de la LCR dans la classe ouvrière, elle insinue que cela a été essentiellement en direction de ce qui constituerait la « petite bourgeoisie » de la classe ouvrière : le milieu syndical. « *Au fond, pour elle (la LCR), la classe ouvrière se confond avec les organisations politiques et syndicales de la gauche* » lit-on dans la brochure.

Une politique basée sur cette affirmation serait fautive. Mais une politique basée sur l'affirmation contraire (la classe ouvrière n'a rien à voir avec les organisations de gauche) est-elle juste ?

C'est pourtant ce que dit LO : « *Il (le parti) ne pourra être construit dans aucun autre milieu, même un milieu en grande partie ouvrier mais tout de même séparé du gros de la classe ouvrière par des intérêts distincts de bureaucratie, comme le milieu syndicaliste.* »

Voilà le syndicat réduit, au mépris de tout le programme trotskyste, à la seule bureaucratie ouvrière et à ses intérêts conservateurs. LO ne reconnaît pas le syndicat comme forme élémentaire de la classe ouvrière, quelle que soit la politique de sa direction. On n'est pas loin des théories ultra-gauches sur le caractère par nature contre-révolutionnaire des syndicats, quand on lit dans la brochure déjà citée : « *Ainsi dans les luttes grévistes, LO se refuse à considérer les organisations syndicales comme les représentants*

naturels des travailleurs. Elles ne peuvent pas l'être quand ceux-ci entrent en lutte alors que la politique des directions syndicales vise à entraver sinon empêcher les luttes, même simplement revendicatives et même lorsqu'elles n'ont rien de révolutionnaires. »

Si la bureaucratie syndicale avait une orientation aussi unilatérale que le prétend LO, comment n'a-t-elle pas été balayée ? On retombe sans doute sur le fameux silence de la classe ouvrière. Mais la bureaucratie syndicale est bien obligée d'organiser une certaine défense des travailleurs, en évitant de mettre en cause le système, pour garder contrôle et autorité sur le mouvement ouvrier. C'est cela que LO ne comprend pas.

3) La question du comité de grève

LO agit beaucoup la perspective des comités de grève qu'elle oppose à l'organisation syndicale. Or ce qui est déterminant dans toute lutte, c'est la réalisation de l'unité de combat des travailleurs : le comité de grève est la meilleure réponse programmatique et pratique. Mais si par malheur le mot d'ordre de comité de grève est présenté comme une forme d'organisation qui s'oppose aux syndicats, quand ceux-ci gardent autorité et crédibilité auprès des travailleurs, il sera vécu comme un instrument de division supplémentaire et rejeté. Loin de permettre une unité supérieure fondée sur la démocratie ouvrière, il risque de ne regrouper qu'une fraction de travailleurs combattifs.

La LCR se bat pour des comités de grève et ne fait évidemment pas dépendre leur réalisation de la bonne volonté de tel ou tel syndicat. Elle lie ce combat à celui pour l'unité d'action syndicale; pour la tenue d'assemblées générales souveraines de grévistes, pour tout ce qui développe les capacités d'auto-organisation des travailleurs et constitue des maillons vers le comité de grève.

Elle mène ce combat de front, dans les syndicats comme parmi l'ensemble des travailleurs. La conquête de positions syndicales par les militants lutte de classe est d'une importance qui peut s'avérer décisive pour, lors d'un conflit, faire faire aux travailleurs l'expérience du comité de grève, instrument de leur lutte et de leur unité.

Trois grandes questions à débattre

Nous serons amenés à revenir

dans d'autres documents sur les divergences qui nous séparent de LO. Dans le cadre de cette réponse à sa brochure, nous voulons seulement insister sur trois des questions qu'il faut mettre au centre des débats.

1) La question du front unique ouvrier

Même extrêmement minoritaires, nous nous adressons à l'ensemble de la classe ouvrière. C'est en l'aidant à franchir un pas dans le sens de son unité et de son indépendance à travers ses luttes que nous serons reconnus, et avancerons dans la construction du parti.

LO a raison d'insister sur le fait qu'on ne peut pas réduire la classe ouvrière aux organisations syndicales et politiques. A condition de ne pas faire l'erreur inverse en la réduisant à une somme d'ouvriers de base, « gueulant » éventuellement contre les directions réformistes.

Il est pourtant des circonstances où LO semble repousser ce type de simplification, mais pour se fourvoyer dans une politique fautive, unilatérale et opportuniste. Par exemple, son récent appel aux travailleurs communistes pour qu'ils pressent leur parti de se retirer du gouvernement. Politique fautive car le PS est un parti du mouvement ouvrier, au même titre que le PC. Politique opportuniste qui attribue au PC des vertus qu'il n'a pas et tait la vérité sur ce parti : contre-révolutionnaire comme son concurrent/allié social-démocrate, il peut être amené à quitter le gouvernement non pour développer les luttes de la classe ouvrière mais pour préserver ses intérêts bureaucratiques. Son départ signifierait le retour rapide à une politique de division et d'affrontements internes aussi nuisible à la classe ouvrière que son actuelle participation gouvernementale à la gestion de la crise capitaliste.

La classe ouvrière n'est pas seulement une somme d'individus. C'est une classe qui connaît des transformations, des processus internes de maturation, des générations qui se renouvellent avec des expériences vécues différentes ; qui connaît des différenciations en termes de niveaux de conscience, de traditions politiques et d'organisation, de liens plus ou moins étroits ou plus ou moins lâches avec le PS et le PC.

C'est dans ces conditions que des secteurs de la classe ouvrière peuvent être amenés à se radicaliser. Ces processus ne sont pas seulement individuels, affectant des travailleurs atomisés, auxquels on s'adresserait comme on va à la pêche à la ligne.

Prenons un exemple récent : la seconde génération immigrée, les beurs comme ils ont décidé de s'appeler, connaissent un processus de radicalisation face à la crise, face à la politique gouvernementale et des partis ouvriers majoritaires. Ce n'est pas une supputation de notre part, mais cela s'est vérifié concrètement dans la rue avec la marche contre le racisme.

Il est décisif pour une organisation révolutionnaire de se lier à ce mouvement en y participant, en l'aidant à se développer, à se structurer et à se politiser. Il s'agit en l'occurrence de l'avenir d'une partie de la classe ouvrière, et de son affirmation indépendante. Il ne peut dans son développement que poser des problèmes aux partis réformistes. Or, LO en est totalement absente.

C'est la même incompréhension de LO qui la met hors des oppositions syndicales tant dans la CFDT que dans la CGT. Contrairement à ce que suggère LO, le travail que nous faisons en commun avec d'autres militants et courants, dans le cadre syndical notamment, ne paralyse pas notre autonomie d'expression et d'action. Nous ne renonçons pas aux initiatives que nous jugeons nécessaires lors qu'elles ne sont pas assumées dans le cadre syndical ou lorsque les obstacles bureaucratiques n'ont pu être franchis.

Le débat avec LO ne porte donc pas tant sur la place des organisations syndicales, que sur les processus de transformation-radicalisation en cours dans la classe ouvrière qui entraînent l'émergence de secteurs plus proches des positions révolutionnaires. La politique de front unique consiste à développer l'action de la classe ouvrière, son unité et son indépendance, son auto-organisation. Tout pas en avant dans cette direction crée des conditions plus favorables aux révolutionnaires pour gagner la direction des luttes, pour se lier aux éléments les plus avancés.

2) Les revendications transitoires

La politique de LO oscille entre un propagandisme abstrait et un basisme revendicatif. LO ne participe pas aux mouvements qui peuvent se former sur une revendication démocratique et prendre un caractère de masse, sous prétexte que la classe

ouvrière n'y serait pas directement intéressée ou impliquée. Ainsi de la bataille laïque. Ainsi de la bataille antiraciste : LO répond à ceux qui veulent se battre tout de suite contre le racisme que, pour le faire vraiment, il faut rallier son orientation.

LO sous-estime totalement — quand elle ne la nie pas — la dynamique politique de certaines luttes dans des milieux non prolétariens. Un exemple fameux d'une telle dynamique, qui a contribué à modifier les conditions de la lutte prolétarienne contre le gaullisme, c'est bien Mai 1968, initié par la radicalisation du mouvement étudiant à travers une épreuve de forces avec le pouvoir. LO (Voix ouvrière à l'époque) adopta une attitude sympathique mais réservée sur le fond, se refusant à intervenir dans le mouvement étudiant et à peser sur ses initiatives au moment où il allait rencontrer une grève générale qu'il avait contribué à provoquer.

Le programme de transition adopté à la fondation de la IV^e Internationale fait la somme des revendications immédiates, démocratiques et transitoires. Ces dernières constituent un pont entre le niveau de conscience de la classe ouvrière et la nécessité de tourner tous les combats vers un seul objectif : la prise du pouvoir. La défense intransigeante des revendications immédiates et démocratiques, sans aucune condition, et la mise en avant de revendications transitoires d'actualité, tendent à constituer l'organisation révolutionnaire en alternative politique.

LO se contente d'une dénonciation de la politique du PC et du PS, ce qui ne suffit pas à faire une alternative crédible. A l'inverse, en diffusant aujourd'hui un plan d'urgence, nous nous adressons à l'ensemble des éléments les plus avancés de la classe ouvrière pour les gagner à une orientation anticapitaliste et à la construction d'un nouveau parti.

Cette actualité des revendications transitoires débouche sur une troisième question.

3) La construction d'un parti révolutionnaire commun

Là encore, la position de LO est attentiste. Les événements des quinze

dernières années ont montré que dans les grandes échéances de la lutte des classes nos organisations se retrouvaient dans le même camp. Ce fut le cas en Mai 1968, c'est à nouveau le cas aujourd'hui.

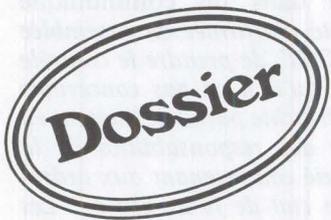
LO considère que nous sommes les deux fractions d'un même parti. Elle propose des activités communes là où c'est possible, un journal commun où chacun écrirait séparément, et des zones séparées de travail en fonction de l'implantation de chacun. Elle propose en résumé de prendre acte de la situation actuelle. Et puis d'attendre le Messie trotskyste. On verra bien dans le futur qui a raison. Les travailleurs trancheront.

Cette conception n'est pas seulement attentiste. Elle butte sur une autre réalité : la LCR n'est pas et ne se conçoit pas comme une fraction. Elle rejette au contraire la conception de parti-fraction, c'est-à-dire celle d'un parti qui exclut toute cristallisation en son sein de tendances, courants ou fractions.

Nous pensons qu'une organisation, même petite comme la nôtre, ne pourra constituer un pôle attractif et jouer un rôle effectif dans une recomposition à venir du mouvement ouvrier que si elle s'astreint à ne pas éluder l'ensemble des problèmes politiques posés devant le mouvement ouvrier et à débattre librement afin d'y apporter des réponses ; que si elle s'astreint à procéder par rapprochement politique avec d'autres courants. C'est en définitive parce que nous avons confiance dans la validité et la force du programme de la IV^e Internationale, que nous rejetons la conception du parti-fraction.

C'est dès aujourd'hui que, LO et LCR, devons chercher apparaître ensemble comme une alternative « à la gauche de la gauche ». Nous devons, devant chaque échéance, discuter de la possibilité d'une intervention commune, en poursuivant le débat sur nos différences et leur importance. C'est ainsi que nous pourrions juger s'il est possible de militer au sein d'un même parti, où le droit de tendance et de fraction permette aux minorités de se battre pour un changement de l'orientation majoritaire, dans le cadre d'une discipline commune dans l'action.

□



Pap'Chap:

100 jours d'occupation

Michel MOREL et Etienne TOBLAT

LA lutte des papeteries Chapelle Darblay a pris une importance nationale à l'automne 1983. Le plan de restructuration élaboré sous caution du gouvernement rencontrait une résistance farouche. La mobilisation des travailleurs, à l'appel de la CGT, allait jusqu'à la remise en route de l'entreprise.

Après trois mois, la lutte s'est pourtant conclue par un « accord » sur le deuxième plan Parenco dont les conséquences sont très lourdes : 1 100 emplois seront supprimés d'ici 1986.

Sur la région rouennaise, le mouvement ouvrier sort profondément divisé du conflit. Les fractures se sont avivées tout au cours des trois mois de lutte. Elles ne sont pas prêtes de se refermer. Le conflit a passé au crible la politique des partis traditionnels PS et PCF, les réactions des organisations syndicales CGT et CFDT. Il a mis en lumière les propositions alternatives développées en permanence par la LCR, dans l'usine et sur l'agglomération. Les leçons seront tirées d'autant plus durement que la Chapelle Darblay n'est pas une entreprise comme une autre, à Rouen. Pour la classe ouvrière locale, c'est bien une lutte phare, une référence, qui vient de se clore par une défaite.

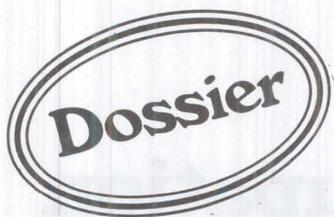
Un bastion et sa région...

Dans la zone industrielle Sotteville/Saint-Etienne, la Chapelle Darblay est un bastion du PCF, de la

CGT, depuis des décennies. Une très forte syndicalisation, 80 % environ à la CGT, a donné bien du fil à retordre aux patrons. Les acquis sont réels dans l'entreprise. Saint-Etienne-du-Rouvray est la ville d'origine de Roland Leroy. Il a été maire, est resté député, jusqu'à ce mois de juin 1981 où le socialiste Bourguignon lui ravit « sa » circonscription... Un comble à Saint-Etienne ! Les médias, la presse, les confidences de couloir, laissent souvent entendre que Leroy est un dur, un radical, qu'il serait par exemple un adversaire de la présence des ministres communistes au gouvernement. Certains militants de la fédération du PCF de Seine-Maritime, et de nombreux travailleurs, le considèrent ici comme « un vrai révolutionnaire ». La fédération du PCF et la direction de la CGT locale ont un peu la même réputation, la même image. Le mépris des socialistes est courant. La force de la CGT, face à une CFDT locale droitière et faible, favorise un sectarisme ouvert, quasiment sans limite. « *L'unité d'action*, expliquait un jour un dirigeant de l'union locale CGT, *pour nous c'est simple. C'est foncer, droit devant, ce qui résiste on écrase. On a la force d'un bulldozer.* »

A l'autre extrémité de la boucle de la Seine qui entoure Rouen sur une quinzaine de kilomètres de zone industrielle, se trouve le deuxième site des Pap'Chap, Grand-Couronne. La syndicalisation y est plus faible, la CGT aussi. La CFDT y représente un poids certain, à l'inverse de Saint-Etienne. Les traditions de lutte sont moins ancrées. L'occupation à l'appel de la CGT y est restée très minoritaire. A Grand-Couronne, l'homme politique vedette est





Laurent Fabius, élu député en 1978 dans une circonscription sûre.

Le PS a pris la première place électorale dans les circonscriptions ouvrières de l'agglomération rouennaise depuis mai-juin 1981. Mais son influence dans les entreprises reste tout à fait minime.

La division exacerbée, la concurrence acharnée entre les deux partis forment l'arrière-fond permanent de la lutte des Pap'Chap. Accentuer la crise du PCF et de la CGT en « cassant la Chapelle-Saint-Etienne » ne déplairait pas au Parti socialiste. Fabius devenu ministre de l'Industrie lui permet en même temps d'apparaître comme le parti qui a les moyens de sa politique en ce qui concerne l'emploi. Même si les pertes sont lourdes, il apparaît, face au PCF, comme le parti « réaliste ».

Trois ans d'attente

Juin 1983, il y a trois ans déjà que le bilan a été déposé aux Pap'Chap. C'est l'attente, l'incertitude permanente sur l'emploi et les salaires bloqués. L'entreprise n'est pas « à la hauteur » face aux patrons papetiers canadiens, scandinaves, européens. Quatre machines sur cinq datent de 1930 environ. Les patrons papetiers ont fait leur beurre, des décennies, sans investir. Les travailleurs sont censés être en nombre pléthorique. « On produit le même tonnage de papier aujourd'hui avec cinq cents ouvriers au lieu des deux-mille qui sont employés ici », résume J. Kila, le patron de Parenco, dans une interview au journal *les Echos*.

Fin août 1983, c'est l'agression. Le premier plan Parenco est patroné par Fabius, les vœux du patronat papetier européen sont exaucés : 1 500 licenciements en trois ans ! Un milliard deux cents millions d'investissements de fonds publics, 34 % des actions donnés à Parenco contre un franc symbolique !

Devant les travailleurs réunis en assemblée générale, le secrétaire de la CGT déclare : « L'usine doit continuer à fonctionner normalement. Il y a un droit que nous allons faire respecter : celui du travail. Nous allons remettre en cause l'autorité de ceux qui veulent casser l'entreprise. »

La direction avait décidé d'un arrêt technique pour réorganiser la production après la première vague de licenciés. C'est l'échec. Les ouvriers oc-

cupent l'usine, la production continue. Le syndic Levet, qui supervise la Chapelle depuis le dépôt de bilan, monte au créneau dans un communiqué vengeur : « *Devant la volonté réaffirmée en assemblée générale, le 26 août, par la CGT, de prendre le contrôle de l'usine... Nous rappelons qu'il n'est pas concevable que puisse s'instaurer une hiérarchie parallèle mettant en cause l'autorité et l'exercice des responsabilités de la hiérarchie légale... Tout salarié contrevenant aux ordres de la hiérarchie se mettra en état de faute grave... Les licenciés seront privés d'indemnités de licenciement.* »

Les menaces n'y font rien. Le syndic Levet n'est qu'au tout début de ses surprises. L'occupation, la remise en route de la production, l'autodéfense de l'usine vont durer trois mois sans faiblir.

Remise en route de la production lourde par les travailleurs

Ce n'est pas une petite affaire. Pour remettre en route la production de papier, il faut d'abord relancer la centrale électrique de l'usine. Les cadres sont absents. La direction s'est toujours préoccupée de ce qu'ils soient les seuls à connaître les plans détaillés, le fonctionnement de la centrale, des chaudières qu'elle alimente.

La première semaine, du 29 août au 4 septembre, la direction du syndicat CGT hésite devant l'obstacle. Après l'occupation de l'usine lundi 29, la production est arrêtée à midi. La décision n'était pas encore prise de faire de la Chapelle la première entreprise de production lourde remise en route par les travailleurs.

Au cours de la première semaine de septembre, la CGT décide de faire « un exemple ». La lutte est suivie depuis Montreuil, Krasucki a longuement rencontré le secrétaire de la CGT de l'entreprise. Plusieurs facteurs expliquent ce choix. La combativité et la détermination des travailleurs sont très élevées. L'entreprise est un enjeu décisif pour l'influence et l'audience de la CGT dans la région. La confédération veut montrer, à travers un exemple bien choisi, ses « réserves » devant la politique du gouvernement sur l'emploi. Or, Fabius, le PS, le gouvernement soutiennent sans faille le plan Parenco.

Tous ces éléments se conjuguent et poussent la CGT à s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs. La centrale électrique de l'entreprise a été remise en marche avec l'aide de techniciens de l'EDF. L'implantation de la CGT locale lui permet de faire appel aux concours nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise. Des milliers d'emplois, en amont et en aval, dépendent à des degrés divers des Pap'Chap, sur toute l'agglomération. Des ouvriers du port, où arrive le bois ou la pâte à papier, aux entreprises de sous-traitance utilisées pour la maintenance et les grands travaux d'entretien dans l'entreprise, en passant par les cheminots qui convoient matériaux et stocks de rouleaux de papier, tous sont interpellés par la remise en route. Beaucoup sont prêts à apporter leur concours, leur solidarité.

Remettre en route une usine comme Chapelle Darblay est une démonstration d'importance faite par

Trois ans d'incertitude, trois ans de lutte, et 100 jours d'occupation

Le 12 décembre 1980, le groupe Chapelle-Darblay dépose son bilan. Il emploie 4 500 salariés répartis sur les deux principales usines de Saint-Etienne-du-Rouvray (1 400) et Grand-Couronne (900), le reste dans un établissement de la région parisienne qui sera liquidé le premier, et dans diverses filiales comme Nasarre Distribution.

De mois en mois, l'Etat finance la poursuite de l'activité. Le déficit comblé par l'argent public s'élève à un milliard de centimes par mois.

Alors les patrons tentent de rogner sur les salaires et les emplois. En février 1982, c'est la grève à Saint-Etienne. Onze jours d'occupation font reculer la direction, mais ce n'est que partie remise.

Depuis mai 1981, d'interminables négociations ont lieu avec une série « d'opérateurs industriels » tous plus exigeants les uns que les autres. Les plans de relance s'accumulent (Stora et Modo, capitalistes suédois, Béghin-Say, capitalistes français...) font trois tours et puis s'en vont.

Le PCF et la CGT abandonnent l'objectif de la nationalisation, s'orientent vers la revendication d'un plan « franco-français » à travers la reprise de la Chapelle par la Cellulose du Pin, filiale de Saint-Gobain.

La LCR colle une affiche dans la région : PS, PCF, nationalisez Chapelle Darblay ! Pas un seul licenciement ! Pas un sou pour les patrons du trust ! Mars 1983 : une liste « la Voix des travailleurs contre l'austérité » est présentée par la LCR et LO à Saint-Etienne. Elle mène campagne principalement contre les licenciements qui vont tomber à la Chapelle. Avec 5,1 % des voix la liste obtient une place au conseil municipal.

Fabius entre en scène : le plan Parenco est publié en mai 1983 sous sa caution.

En juin, les municipalités à majorité communiste de Oissel Saint-Etienne et Grand-Couronne organisent un référendum « pour une solution française ». Lors d'un meeting à Saint-Etienne, A. Krivine explique pourquoi la LCR propose un bulletin de vote différent : « Pas un licenciement, nationalisation, mobilisation unitaire ».

L'été des licenciements : la région rouennaise est la victime d'une véritable saignée opérée par le patronat. Isover, APC, Julin, Roudière, Renault licencient, et bien d'autres. Aucune lutte d'ensemble n'est préparée par les organisations syndicales.

Pendant l'été des manifestations spectaculaires mais peu nombreuses sont organisées par la CGT. Une affiche est massivement collée par les militants CGT : les promesses du député Fabius en 1980 y sont opposées aux actes du ministre de l'Industrie en 1983.

Jeudi 25 août, la liste des 233 premiers licenciés de Saint-Etienne est affichée. C'est le choc. Quelques jours plus tôt, devant la mairie de Grand-Quevilly, celle de Fabius, le secrétaire de la CGT avait annoncé que l'usine continuerait à tourner.

Depuis plusieurs semaines, la LCR s'était prononcée pour la grève avec occupation dès l'annonce des licenciements.

Le 4 septembre, un dimanche !, la première bobine de papier est produite par les travailleurs en lutte.

Du 19 au 23 septembre les travailleurs du Livre imposent que les journaux soient imprimés sur du papier « français ».

Le 3 octobre, le tribunal ordonne l'évacuation de Grand-Couronne. Le 17, au petit matin, un commando de jaunes « libère » cette usine de ses occupants légitimes. Le P-DG de Parenco déclare aussitôt qu'il abandonne Saint-Etienne et garde Grand-Couronne. Et sans attendre, Parenco prend possession de l'usine. Isolés et sans perspectives, les ouvriers reprennent le travail. Dans les ateliers « protégés » par les flics, c'est un climat de terreur que font régner les cadres fascisants. Et les délégués CGT sont interdits de séjour.

Les cadres et les non-grévistes sont accueillis plus fermement à Saint-Etienne : rentrés entre deux rangs de grévistes, ils ressortent rapidement. Une tentative folle de quelques uns d'entre eux l'après-midi se termine à l'hôpital. Et les flics qui ont passé tout l'après-midi devant l'usine repartent sifflés par les travailleurs des entreprises environnantes venus en renfort.

Le 20 octobre, une tentative de rentrer à Grand-Couronne est tentée par la CGT. Mal préparée, dans le secret, elle échoue.

Le 24 octobre, le tribunal ordonne l'évacuation de Saint-Etienne. Les menaces se précisent. D'autant que la droite est plus arrogante que jamais.

Le long week-end du premier novembre s'annonce tendu : les CRS ont profité du départ des lycéens pour coucher dans leurs dortoirs. Personne n'en informe les travailleurs et la population de la région. Pourtant les équipes syndicales se renforcent : de Renault-Cléon, de Sopalin, du chantier nucléaire de Paluel, de toutes les UL-CGT de la région, on vient passer une ou deux nuits de garde à Saint-Etienne. Cheminots, dockers, hospitaliers, tous attendent de pied ferme. Les militants de la LCR sont là aussi avec ou sans leurs syndicats. Les discussions vont bon train... Et les flics repartent.

Le dimanche suivant, la journée portes ouvertes est un grand succès. Une preuve de plus, s'il en fallait, qu'une mobilisation unitaire et régionale est possible.

Le week-end du 11 novembre est plus calme. En apparence, car le plan Parenco-bis est annoncé. 700 millions de plus sont investis par l'Etat : 400 emplois sont sauvés et les deux sites sont préservés. Reste à régler le statut des délégués. C'est là dessus que portent les négociations. C'est ce « relevé d'accord » que la CGT invitera les travailleurs à signer, le 4 décembre. C'est sur cette base que tous les ouvriers sont rentrés à l'usine. Et c'est pour ça que les licenciés du 25 août ont dû ressortir. Comme ceux dont le tour va venir.

□

les travailleurs qu'ils peuvent produire eux-mêmes, en l'absence des cadres et de la quasi totalité de la maîtrise. Produire du papier, c'est contrôler un processus de fabrication complexe : des rondins de bois doivent être broyés, défibrés pour préparer la pâte. Celle-ci passe par les filtrages et concentrations diverses dont dépend la qualité du papier produit. Les torrents liquides défilent sur la toile de machines de plusieurs dizaines de mètres de long. Le papier s'enroule après passage entre des dizaines de rouleaux chauffés à la vapeur.

Lutter, produire, occuper et se défendre, il reste peu de temps pour récupérer. Les licenciés de la première vague sont pour beaucoup partie prenante de la lutte. Les équipes se succèdent en feu continu.

Au lendemain de l'intervention sous « protection policière » d'un commando CGC à Grand-Couronne, les travailleurs de Saint-Etienne sont bien décidés à ce que ni les provocateurs ni les flics ne mettent les pieds dans l'entreprise. La surveillance est renforcée. Tandis qu'une partie de l'équipe surveille la production, les autres veillent. L'entrée de l'entreprise est protégée par des bennes en métal qui forment chicane. Un groupe vérifie les entrées. La chicane passée, un groupe de travailleurs est en piquet autour des braseros : avec casques et autres moyens de défense



pour tous, au cas où des agresseurs pointeraient leur nez. Sur le toit du bâtiment de garde, des veilleurs jumelles en main. Dispersés autour de l'usine des groupes d'estafettes sont reliés au piquet d'entrée. Dans l'usine, la protection est présente à tous les étages des ateliers. Tout semble prévu... Les CRS, finalement, n'interviendront pas.

L'absence de démocratie ouvrière et ses conséquences

La conduite de la grève et de l'occupation nécessiterait une organisation démocratique et rigoureuse, pour que la lutte soit contrôlée par les travailleurs. La tradition de la Chapelle ne va pas dans ce sens. Les assemblées générales sont des réunions où le syndicat explique, et les travailleurs écoutent. « Ici, on fait ce que le syndicat a décidé. » Les questions sont rares. Ceux qui voudraient contester telle ou telle décision, proposer autre chose, n'osent pas « se lancer ».

Il y aurait pourtant de quoi dire. Lorsque la CGT négocie au ministère par exemple, le contenu des discussions reste secret. Les bouches commencent à s'ouvrir, après deux mois de lutte, face aux menaces maintenues sur l'emploi que laisse présager le nouveau plan en gestation. Un début de démocratie s'instaure alors. Certains remettent en cause en partie l'orientation du syndicat. Cette évolution dans les assemblées générales s'est précisée dans les dernières semaines. La CGT a hésité un long moment avant de faire voter la reprise du travail. Au départ, sa proposition aurait été minoritaire. Mais le dégel est tardif. Il ne peut évidemment remplacer, alors que la lutte touche à sa fin, l'atout d'une direction démocratique de la grève à laquelle tous les travailleurs puissent participer.

L'organisation de la solidarité sur la région en subit les conséquences directes. La CGT contrôle les choses afin que la mobilisation reste cantonnée à l'entreprise. Quel que soit leur point de vue sur les insuffisances du syndicat en ce domaine, les travailleurs n'ont pas les moyens de proposer, d'organiser autre chose à l'échelle de l'agglomération.

L'absence de démocratie est aussi un lourd handicap pour l'unité dans l'action. Sans discussion, sans débat, la lutte apparaît aux travailleurs défiants à l'égard de la CGT comme la propriété de celle-ci. Ceux-là sont restés chez eux, premières victimes consentantes de la reprise du travail imposée à Grand-Couronne. Ils n'ont pas d'autres perspectives.

L'autodéfense de l'entreprise a démontré les capacités d'initiative et la détermination de ceux qui sont à l'avant-garde de la lutte. Mais en l'absence de démocratie réelle dans l'action, elle a aussi joué un rôle de repoussoir vis-à-vis de ceux qui ne participent pas directement à l'occupation, n'ont pas les moyens de poser leurs problèmes, d'en discuter avec ceux qui se battent. Le caractère énergique de l'autodéfense paraît à ceux-là comme une aventure, en dehors de la

La droite, les flics... et le gouvernement contre les travailleurs

C'est d'abord sous l'appellation « collectif pour l'application des mesures gouvernementales » que se sont regroupés les jaunes, à l'initiative de la CGC. Tout un symbole : c'est au nom de la politique menée par les socialistes et les communistes au gouvernement que les cadres et le patronat ont engagé la bataille contre les ouvriers en lutte !

Les grands moyens ont été utilisés : subtilement, utilisant systématiquement toutes les faiblesses de la lutte, la CGC a tenté de rallier à elle tous les travailleurs indécis. Mais, malgré le fait que, jamais, le problème de l'argent n'ait été vraiment posé, malgré la volonté de la direction de la CGT de ne pas étendre la lutte et la solidarité à la région, malgré le rejet systématique des hésitants dans le camp des jaunes, jamais la droite n'a réussi à les mobiliser contre leurs camarades en lutte. Seul un meeting d'information a pu réunir 700 personnes. Mais la provocation de Marchelli le 24 octobre n'a rassemblé qu'à grand peine 300 cadres dans les rues de Rouen, alors que 2 000 travailleurs les attendaient à Saint-Etienne ! Et l'ultime rassemblement du « comité mimosa » n'a réuni que 350 cadres et ouvriers sur le thème de la « liberté du travail ».

Mais si le « comité mimosa » n'a pas réussi à renverser le rapport de forces, les flics s'en sont chargé à Grand-Couronne. Le lundi 17 octobre, à 2 heures du matin, un commando masqué et armé neutralisait le piquet de garde de l'usine avec le soutien d'un impressionnant dispositif policier. Le préfet avait ainsi aidé la direction et la droite à reprendre le site. Le jour même,

au conseil général de Seine-maritime, Jeanine Bonvoisin, membre de l'UDF et cadre à l'usine de Grand-Couronne, présentait une motion se félicitant de l'opération commando : « *Le Conseil général adresse ses encouragements aux hommes et aux femmes qui veulent sauver leur entreprise et forme le vœu qu'une initiative semblable soit prise à Saint-Etienne-du-Rouvray.* »

Les élus du PCF, eux, feignent de croire que « *la façon dont le préfet a accordé l'appui des forces de police (...) est en totale contradiction avec la politique du gouvernement* ». Mais les élus socialistes, après avoir voté avec l'opposition contre la protestation du PCF, se sont chargés de le rappeler à l'ordre : « *C'est au nom du gouvernement que le préfet agit et prend toute décision d'action.* »

La majorité socialiste et communiste est devenue l'objet de mises en demeure de la part de la droite et du patronat : le président de la CGC papier carton, le bien nommé Patrouillot, se permettait le 16 novembre de demander aux pouvoirs publics « *de libérer l'usine de la dictature de M. Belloncle* ». Et la CGC s'adressait au Parlement pour qu'il mette « *fin à cette situation en interdisant formellement la possibilité pour un syndicat de pouvoir imposer son monopole d'emploi* ». Une telle loi n'a pas été votée, mais la majorité n'a pas non plus répondu aux exigences de ceux qui l'ont élue. Loin de là.

Quant à la droite, elle peut se permettre de déclarer : « *Où est le temps où M. Fabius distribuait des tracts à la porte de l'usine ?* »

□

légalité. Et pourtant, la démocratie ouvrière, le débat, auraient pu les convaincre.

La solidarité tenue en laisse

La lutte des Pap'Chap a été suivie avec attention dans la classe ouvrière rouennaise, où l'activité gréviste s'élargit en octobre. Les travailleurs du tri PTT, les cheminots du dépôt roulant de Sotteville, les jeunes des LEP et des lycées de l'agglomération sont en lutte ensemble, sans se rencontrer... A l'APC, entreprise chimique de la zone de Grand-Couronne, non loin du deuxième site des Pap'Chap, les travailleurs luttent contre les licenciements...

Tous et toutes paient la note de la politique d'austérité. Les compressions de postes au tri PTT, la mise en place de la conduite des trains par un seul agent au lieu de deux à la SNCF, le délabrement des bâtiments dans les LEP et le chômage qui pointe son nez à la sortie de l'école, ce sont les multiples facettes de la « rigueur ».

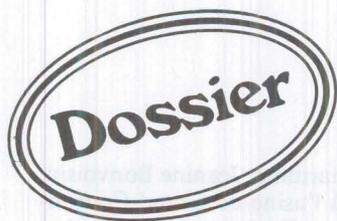
L'implantation et la force de la CGT locale lui donnent les moyens de s'appuyer sur les mobilisations en cours pour dresser un mur de défense de l'emploi

prenant appui sur Saint-Etienne. Dans une région en tête de liste des victimes du chômage, le soutien et la mobilisation pourraient être massifs.

Certes, une division sans précédent traverse le mouvement ouvrier local. La CGT et le PCF paraissent isolés face à un arc-en-ciel de soutien au plan gouvernemental qui va de la chambre patronale au Parti socialiste... L'obstacle est de taille. Mais la mobilisation dans l'entreprise, l'écho des collectes de solidarité là où elles sont soigneusement préparées, les luttes qui se déroulent en même temps démontrent que l'élargissement de la lutte de Saint-Etienne à l'agglomération est possible.

Cependant, radicale dans la remise en route de la production à la Chapelle, la CGT se montre particulièrement timorée vis-à-vis de tout ce qui touche à la solidarité régionale. Les manifestations sont convoquées au dernier moment et mal préparées. Les initiatives spectaculaires, mais ne faisant appel qu'à une minorité de travailleurs, sont privilégiées. La CGT et le PCF refusent constamment l'organisation d'une journée villes mortes proposée par la LCR. Le PS et le PCF, qui ne ratent pas une occasion de ferrailer dans la presse locale, refusent ensemble cette initiative proposée au conseil municipal de Saint-Etienne par Michèle Ernis, conseillère de la LCR.

Cette attitude combinée de la CGT et du PCF fait marquer le pas à la lutte de la Chapelle. Trop



vigoureuse pour que le gouvernement fasse la sourde oreille, elle n'est pas assez forte et étendue localement pour que la solution radicale, « pas un licenciement », soit imposée à ce même gouvernement.

La nationalisation aux oubliettes

Le refus de la CGT d'organiser toute mobilisation d'ensemble et son abandon de l'exigence de la nationalisation de l'entreprise étaient soudés l'un à l'autre.

« Pourquoi, demandait un travailleur à Roland Le Roy, le parti a-t-il abandonné le projet de loi de nationalisation de la Chapelle déposé sous Giscard ? » En l'absence de réponse convaincante, certains militants du PCF considéraient la présence des ministres communistes au gouvernement comme un handicap : tenu par la solidarité gouvernementale, le parti était privé de sa liberté d'action.

De là à envisager la sortie du gouvernement comme issue, il n'y a qu'un pas. Et dans la région rouennaise il peut être rapidement franchi. Pourtant le fond de l'affaire n'est pas là. Dehors, la politique du PC serait la même, qui ne remet pas en cause la logique de rentabilisation dictée par la concurrence internationale. Sur ce terrain, les dés sont en effet pipés. Revendiquer un plan « franco-français » face au plan Parencó ne change rien : il devrait affronter la concurrence. Les licenciements, évacués par la fenêtre, rentreraient par la porte de la CEE.

Le trust Parencó participe d'ailleurs aux négociations secrètes, pendant la lutte, avec la CGT. Le plan Parencó bis est alors en gestation. Et Kila, le patron du trust hollandais, est très clair : « L'intérêt, c'est de gagner de l'argent. C'est la possibilité d'unifier l'industrie du papier journal dans la Communauté européenne (...) Dès que les effectifs seront allégés, l'affaire ne fera plus de pertes. Une fois les investissements réalisés, elle générera des profits à l'horizon 1987-1988. »

La CGT comme le PCF sont coincés sur ce terrain. Pour échapper au piège, il faudrait remettre sur ses jambes la démarche revendicative. Faire du mot d'ordre « pas un licenciement » le point de départ et l'exigence incontournable. Cela fonderait, sur une base solide, la solidarité ouvrière dans une région marquée par le chômage, comme celle des travailleurs du livre qui participent à la lutte avec ceux du papier

carton. Les travailleurs de l'imprimerie Montsouris dans la région parisienne, ceux d'Oberthur à Rennes, ne font-ils pas face dans leur entreprise aux mêmes menaces de restructuration ? Même si Parencó n'en est pas l'auteur...

Cette logique remettrait en cause la « liberté » de licencié. Elle tracerait la voie d'une rupture avec les patrons décidés au niveau du Marché commun avec les patrons du papier-carton. Elle impliquerait d'aller vers une filière nationalisée des industries de la branche, regroupant dans un même projet répondant aux besoins sociaux des entreprises comme Chapelle-Darblay ou l'imprimerie Montsouris. Elle permettrait de poser pratiquement la question des moyens d'accès et de distribution pour tous aux médias, moyens aujourd'hui aux mains du profit, de l'argent, « loi sur la presse » ou pas.

Une telle perspective, partant des revendications réelles des travailleurs, appelle un élargissement sans relâche des mobilisations ouvrières. Elle suppose évidemment l'affrontement avec le patronat. Mais chercher à l'éviter revient toujours à donner aux patrons les meilleures chances de vaincre. La Chapelle en est une preuve de plus.

La CGT pas plus que le PCF n'envisagent cette perspective, avec ou sans ministres communistes. La mobilisation d'ensemble, comme la nationalisation, étaient absentes de leurs mots d'ordre. Et sur le terrain des compromis, le PCF et la CGT se retrouvent finalement avec la CFDT et le Parti socialiste dont la lutte les sépare dans l'action !

Où il était difficile d'ignorer la LCR

Le 4 juin 1983, comme elle l'a fait régulièrement à chaque conseil municipal, Michèle Ernis donnait le ton de la LCR au cours d'un conseil extraordinaire convoqué dans les locaux de l'usine de Saint-Etienne : « Aujourd'hui, il faut dire que ce plan est inacceptable, il faut se donner les moyens d'agir.

« Premièrement, il faut imposer la nationalisation de Chapelle-Darblay. Plutôt que de verser des milliards aux patrons (notre argent), le PS et le PCF, qui sont majoritaires à l'Assemblée nationale, doivent voter la nationalisation, maintenir tous les acquis et tous les emplois. C'est eux qui doivent faire la loi pour les travailleurs, pas pour les capitalistes.

« Deuxièmement, il faut que la manifestation du 8 juin soit la plus large possible, la plus unitaire, regroupant les travailleurs et les organisations ouvrières sans exclusives. Il faut lancer un appel à l'unité ; c'est indispensable pour gagner : la division fait le jeu des patrons.

« Ensuite, il faut organiser une grande manifestation interprofessionnelle, unitaire, de toute la région. Ce n'est pas entreprise par entreprise qu'on peut gagner. Demain d'autres licenciements vont tomber (APC, Julin, etc.). C'est tous ensemble, dès aujourd'hui, qu'il faut lutter. »

Sans relâche, dans les tracts de la cellule Chapelle-Darblay de la LCR, comme dans les communiqués

fréquents publiés dans la presse locale, les propositions des révolutionnaires ont alimenté le débat.

Avec les militants communistes d'abord. Car Saint-Etienne-du-Rouvray, c'est un peu « chez eux ». Mais il est difficile, cette année, d'ignorer la Ligue, présente aussi dans plusieurs grosses entreprises de la zone industrielle.

Débat aussi dans la CFDT, où certains militants, dont les camarades de la LCR, tentaient de redresser le cours en proposant et en organisant des collectes de solidarité. Quant aux militants socialistes, c'est notamment dans une lettre ouverte distribuée à leur fête que la question leur a été posée. Le PS, « réaliste » à courte vue, n'a pas trouvé d'autre « opérateur industriel » que Parenco. Mais il a trouvé l'argent pour investir à sa place : des fonds publics ! Et le moyen de rentabiliser le secteur : les licenciements. Ce réalisme-là a été difficilement avalé par les militants de base. Et le bruit court que Fabius lui-même a dû descendre à Rouen pour expliquer qu'il fallait en passer par là et que ce n'était qu'un début !

Refuser les licenciements, le gaspillage de l'argent

public, imposer la nationalisation : les objectifs de la LCR ont été largement diffusés. Et les moyens proposés à la hauteur.

Convaincus qu'une journée de grève et de manifestation, une journée « villes mortes » dans toute la banlieue aurait eu un succès sans précédent, les militants en ont fait un cheval de bataille. Un tel mot d'ordre lancé partout avec force aurait permis de rassembler au moins dix mille personnes sur la région. C'est le contraire qu'ont fait les dirigeants de la CGT. Il est beaucoup plus facile ainsi de faire passer l'idée que les travailleurs ne sont pas prêts à l'action, qu'il faut se résigner à accepter les licenciements.

En apprenant en décembre les licenciements du plan « Peugeot bis » à Talbot, les travailleurs des Pap'Chap' ont fait le rapprochement avec le plan Parenco bis. Ils savent aujourd'hui, après une expérience de lutte sans précédent, même si elle se conclut sur une défaite, que la solution n'est ni dans l'isolement, ni dans la division. C'est l'action, la mobilisation, ensemble, qu'il faut toujours construire. □



Comment s'est formée la conception léniniste du parti

Antoine ARTOUS

LÉNINE, père du stalinisme et du goulag ? L'idéologie dominante aujourd'hui ne cesse de la répéter et de retourner en tous sens cette idée qui pourtant n'est pas neuve. Marx, s'il n'est pas épargné, bénéficie néanmoins de circonstances atténuantes : il aurait la responsabilité considérable mais seulement « théorique » d'un cours monstrueux de l'histoire humaine. Mais Lénine ! Celui qui a créé l'instrument politique de la révolution ! Celui-là est, depuis longtemps, l'objet d'attaques incessantes.

Beaucoup croient voir dans la théorie léniniste du parti la source de la déviation stalinienne, quand ce n'est pas le stalinisme en herbe. Cette approche n'est pas seulement le fait d'idéologues qui ont rallié la social-démocratie de Mitterrand dans sa défense du « monde libre » et des « valeurs occidentales ». Cette question est posée, depuis des lustres, par de nombreux courants du mouvement ouvrier, y compris ceux qui cherchent aujourd'hui la voie du socialisme.

C'est pourquoi il nous semble utile de consacrer un article à la conception du parti élaborée progressivement par le Parti bolchevik et par Lénine. Pour balayer nombre de légendes, de falsifications et d'idées fausses. Mais aussi pour dégager ce que fut l'apport de Lénine en ce domaine essentiel et montrer son actualité.

La question du parti chez Lénine n'est qu'un maillon d'un ensemble plus vaste : l'élaboration et la mise en œuvre au travers de la Révolution russe puis des luttes révolutionnaires qui se sont développées en Europe dans les années vingt, d'une stratégie de prise du pouvoir par le prolétariat.

Cette élaboration n'est pas, bien sûr, le fruit du hasard, mais la conséquence d'une évolution historique.

Avec la Révolution russe s'ouvre l'ère des révolutions prolétariennes, une nouvelle époque pour les luttes de la classe ouvrière qui est le produit direct de l'évolution du mode de production capitaliste et de ses contradictions.

Lénine, comme Trotsky, Rosa Luxemburg et bien d'autres, sont confrontés à des problèmes que Marx et Engels avaient à peine esquissés et que les dirigeants de la II^e Internationale avaient vite enterrés : quels sont les objectifs et les instruments que le prolétariat doit construire pour prendre le pouvoir ?

Cette stratégie n'est pas sortie toute faite d'un cerveau génial, elle est le produit des expériences des luttes de classes, des débats qui commencent au début du siècle au sein du mouvement ouvrier et que la Révolution russe est loin de clore.

Cette stratégie a été systématisée progressivement. Les premiers congrès de l'Internationale communiste ont marqué un premier pas important dans cette systématisation sans pour autant l'achever. L'histoire de la théorie léniniste du parti suit cette même trajectoire, elle n'est qu'un aspect de cette élaboration stratégique.

Les dates sont là pour le prouver. La création du parti social-démocrate russe, le première scission entre bolcheviks et mencheviks, la publication de *Que faire ?* (1902) sont liées à l'affirmation de la nécessité de la lutte politique du prolétariat, de la construction d'un parti et de son autonomie par rapport à la bourgeoisie.

La révolution de 1905 et surtout celle de 1917 posent de façon radicalement nouvelle non seulement la question de la prise du pouvoir, mais celle des rapports entre le parti et une nouvelle forme d'organisation de la classe : les soviets.

Mais les problèmes soulevés par

ces rapports sont loin d'être épuisés. Les difficultés (et le caractère radicalement nouveau) de la construction du jeune Etat ouvrier russe apportent de nouvelles questions dans les rapports entre parti et classe. Comme les expériences révolutionnaires qui éclatent alors en Europe : débat avec des courants ultra-gauches pour qui le parti devient inutile face au soviets ou conseil ouvrier ; rapport avec les partis réformistes, tactique de front unique, unité syndicale.

Pour restituer cette histoire, qui est aussi celle de la théorie léniniste du parti, il serait des plus erroné de prendre un seul moment, un seul texte (*Que faire ?* par exemple) pour tenir des discours idéologiques sur le « léninisme » qui ne rendent pas compte d'une pratique réelle et d'une théorie qui s'élabore peu à peu. Il faut donc revenir sur ces dates, sur l'histoire réelle.

Nécessité d'un parti ouvrier

Commençons par *Que faire ?* qui est souvent présenté comme le fondement de la théorie léniniste du parti, alors que maintes fois Lénine lui-même en a souligné les limites. Dès le 2^e Congrès du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate russe), donc dès 1903, il indique qu'il a « *tordu en sens inverse le bâton tordu par les économistes* ».

En 1907, dans une préface à une nouvelle édition de cette plaquette, il écrit : « *L'erreur capitale de ceux qui polémiquent aujourd'hui contre Que faire ? consiste à isoler cette œuvre de la situation politique historique déterminée où elle est née (...) Que faire ? est un résumé de la tactique de l'Iskra et de sa politique d'organisation pendant les années 1901 et 1902 (...)*

Juger de ce résumé sans connaître et sans comprendre la lutte de l'Iskra contre "l'économisme" alors prépondérant, c'est tout simplement parler en l'air (1). »

L'Iskra (l'Étincelle) était une revue fondée, dans l'exil, par des sociaux-démocrates russes comme Plekhanov et Lénine (qui plus tard se divisèrent entre bolcheviks et mencheviks) afin de lutter contre le « populisme », surtout contre « l'économisme », et de créer un parti social-démocrate russe.

Dans la seconde moitié du 19^e siècle, le « populisme » connut un développement important en Russie. Se basant sur le poids de la paysannerie et le maintien de structures communautaires (le « mir »), les populistes expliquaient : « L'homme de l'avenir en Russie, c'est le moujik, de même qu'en France c'est l'ouvrier. »

Ces courants qui se réclamaient du socialisme avaient leurs lettres de noblesse. Marx et Engels écrivaient en effet dans la préface à la traduction russe du *Manifeste communiste* (1882) : « Si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété communale actuelle de la Russie pourra servir à une évolution communiste (2). »

L'un des premiers travaux de Lénine, à la suite de Plekhanov, fut de montrer que le développement du capitalisme en Russie rendait caduque cette hypothèse en dissolvant les formes communautaires paysannes et faisait du prolétariat la classe révolutionnaire jusqu'au bout du pays.

Le processus sauvage d'industrialisation s'accompagna bientôt des premiers déferlements de grèves ouvrières revendicatives. Se développe alors au sein du mouvement social-démocrate naissant l'« économisme » : le refus de faire prendre en charge par le prolétariat la lutte politique contre le tsarisme. Ses objectifs sont clairs : « *Les propos sur la création d'un parti ouvrier indépendant ne sont que l'effet de la transplantation sur notre sol d'objectifs étrangers (...) Pour un marxiste russe, il n'existe qu'une issue : participer, c'est-à-dire contribuer à la lutte économique du prolétariat et prendre part à l'activité de l'opposition libérale* (3). »

La nécessité de construire un parti social-démocrate découle donc pour Lénine — comme d'ailleurs pour Plekhanov — d'un premier choix stratégique : le rôle central du prolétariat dans la révolution russe à venir et la nécessité pour lui de se doter d'un instrument pour mener, en toute indépendance, la lutte politique.

Ce choix restera une constante chez Lénine. Plekhanov et les mencheviks, eux, s'en écarteront.

« Que faire ? »

Que faire ? résume donc cette bataille. En s'efforçant d'abord de définir ce qu'est cette lutte politique nécessaire. Et c'est là d'ailleurs un des premiers apports de Lénine et une de ses premières ruptures (non consciente) avec l'idéologie régnant alors dans la II^e Internationale.

Les couches dirigeantes de l'Internationale — même celles qui s'opposaient alors à l'« opportunisme » théorisé par Bernstein ou au « ministérialisme » français — avaient de plus en plus tendance à réduire la lutte politique de la social-démocratie à la lutte parlementaire.

Sous l'absolutisme tsariste, un tel espace n'existait pas. La lutte politique de la social-démocratie ne pouvait être définie que comme lutte au sein de l'ensemble de la société, préparant des mobilisations politiques de masse contre l'autocratie, pour son renversement.

Lénine ne nie pas que les « économistes » aient une conception de la lutte politique. Simplement, ce n'est pas la bonne, elle est « réductrice », « trade-unioniste », c'est-à-dire réformiste. Elle n'est conçue que comme un simple prolongement de la lutte économique, réduite à la recherche de réformes législatives et administratives visant à améliorer les conditions de travail.

Or, ce n'est qu'un aspect du problème, car la classe ouvrière doit prendre la tête de la lutte contre l'autocratie et contre toutes les formes d'oppression qu'elle fait peser sur la société russe. Voilà pourquoi la conscience de classe social-démocrate (révolutionnaire) ne peut venir que de cette lutte d'ensemble : « *La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons (...) La connaissance que la classe ouvrière peut avoir d'elle-même est indissolublement liée à une connaissance précise des rapports réciproques de toutes les classes de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique* (4). »

En conséquence, la tâche particulière de la social-démocratie est de mener des campagnes « de dénon-

1. Cité dans l'édition de « Que faire ? » collection politique au Seuil, p. 45.

2. « Manifeste du parti communiste », Editions sociales, p. 17

3. Cité par J. J. Marie dans l'introduction de « Que Faire ? » au Seuil, p. 17.

4. « Que faire ? », p. 151. Même édition.

ciations politiques embrassant tous les domaines ». Campagnes qui « sont la condition nécessaire et fondamentale de l'apprentissage par les masses de leur activité révolutionnaire ».

Mais *Que faire ?* est aussi très marqué par l'absence d'expérience de lutte politique de masse de la classe ouvrière russe. Tout occupé à polémiquer contre les « économistes » qui se contentent de coller aux luttes revendicatives, Lénine a une vision réductrice de la spontanéité ouvrière. Ainsi il affirme : « Par lui-même, le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer (et n'engendre infailliblement) que le trade-unionisme ; or, la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière ».

Bâton tordu car, en novembre 1905, Lénine n'hésitera pas à écrire : « La classe ouvrière est social-démocrate d'instinct, spontanément, et une activité social-démocrate qui date déjà de plus de dix ans n'a pas peu contribué à transformer cette spontanéité en conscience (5) ». Et toute l'expérience de la révolution de 1905 et de 1917 est là pour prouver comment il a su s'appuyer sur cette spontanéité pour pousser de l'avant y compris son propre parti...

Bolcheviks et mencheviks

Le deuxième congrès du POSDR vit la rupture s'effectuer entre les bolcheviks (majoritaires) et les mencheviks (minoritaires). Les motifs en furent l'article 1 des statuts qui définissaient la qualité de membre du parti. Pour Lénine, ne pouvait être membre que celui qui avait une « participation personnelle dans une des organisations du parti ». Pour Martov et les mencheviks, pour être considéré comme membre, il suffisait de prêter « un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations ».

Les mencheviks avaient donc une vision beaucoup plus extensive des frontières du parti. Cette divergence renvoyait à un enjeu immédiat : la volonté de Lénine de construire un parti de « révolutionnaires professionnels » adapté aux conditions de la lutte clandestine contre la tsarisme, susceptible d'être un instrument pour la lutte politique.

Mais la divergence était d'ordre plus général, comme l'expliquera Lénine dès 1904 : « Il n'est pas permis de confondre le parti, avant-garde de la

classe ouvrière, avec toute la classe. Or, c'est justement dans cette confusion (caractéristique pour l'ensemble de notre économisme opportuniste) que tombe Axelrod, lorsqu'il dit : "Nous créons naturellement, avant tout, une organisation des éléments les plus actifs du parti, une organisation de révolutionnaires ; mais parti de classe, nous devons veiller à ne pas laisser hors du parti ceux qui, consciemment, quoique peut-être sans se montrer tout à fait actifs, se rattachent à ce parti." (6) »

Dès que la situation le permettra, Lénine, nous le verrons, remettra en cause la rigidité d'un système d'organisation imposé par la lutte clandestine. Mais il ne remit jamais en cause cette nette délimitation du parti d'avec la classe. Pour lui, cette confusion entre classe et parti était signe d'opportunisme.

Car, sous le capitalisme, en temps normal, la classe ouvrière ne peut « acquérir le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son parti social-démocrate » (7). En fait, il s'agissait là, dans la pratique, d'une rupture avec les modèles des partis ouvriers européens sociaux-démocrates.

Cette rupture pouvait sembler simplement le produit d'une théorisation trop hâtive des circonstances particulières dans lesquelles militaient les sociaux-démocrates russes. En fait, même empiriquement, c'était bien autre chose qui était en jeu : la construction d'un parti de type nouveau correspondant à une époque nouvelle qui commençait à naître, celle de « l'actualité de la révolution » (Lukacs).

Plus immédiatement, cette volonté farouche de construire un instrument centralisé pour la lutte politique qui provoqua la rupture avec les mencheviks, s'éclaira bien vite par l'apparition d'autres divergences.

Pour Lénine et la majorité des mencheviks, la révolution russe à venir était caractérisée comme une simple révolution bourgeoise. Mais avec deux visions très différentes. Lénine pensait que la bourgeoisie libérale russe était incapable de conduire jusqu'au bout la lutte contre le tsarisme et que les tâches de cette révolution devaient être menées à bien par une alliance entre l'ouvrier et le paysan.

D'où sa volonté de maintenir une autonomie politique absolue vis-à-vis de cette bourgeoisie libérale. Les mencheviks, au contraire, au nom du caractère bourgeois de la révolution, développèrent un suivisme de plus en

plus accentué vis-à-vis des libéraux. La nécessité d'un véritable parti d'action pour le prolétariat était du coup bien moins grande.

Parti et soviets en 1905

Lénine attachait toujours une très grande importance à la lutte politique et donc à la lutte de parti : « L'expression la plus rigoureuse, la plus complète et la mieux définie de la lutte politique de classe, c'est la lutte des partis (...) Dans la société bourgeoise, être sans parti c'est masquer hypocritement l'adhésion passive (...) au parti des exploités. L'indépendance à l'égard des partis est une idée bourgeoise. L'idée de parti est socialiste (8) ».

De ce point de vue, Lénine ne faisait que poursuivre et systématiser les idées de Marx, d'Engels et de la II^e Internationale. Affirmer que l'idée de parti est socialiste n'est pas une formule lapidaire. Certes, l'organisation en parti concerne aussi la bourgeoisie, mais pas de la même façon que le prolétariat.

Pour la bourgeoisie, la prise du pouvoir politique n'est que l'aboutissement du développement d'un pouvoir économique, idéologique, car elle est déjà structurée comme classe sur des bases puissantes au sein de l'ancienne société. Lorsqu'elle a le pouvoir, la bourgeoisie gouverne essentiellement au travers de son Etat.

Son organisation en parti, en courants politiques, est une donnée constante, mais beaucoup moins vitale pour elle que pour le prolétariat. Ce dernier, en effet, ne dispose au sein de la société bourgeoise d'aucun pouvoir social, économique, politique. C'est lui-même qui doit produire, en conflit permanent avec la société capitaliste, ses formes d'organisations qui lui permettent de s'organiser comme classe.

Ce n'est donc pas un hasard si les premiers exemples de parti de masse au sens « moderne » du terme furent des partis ouvriers.

La révolution russe fit surgir, pour la première fois dans l'histoire, une nouvelle forme d'organisation : les soviets. Durant la révolution française ou lors de la Commune de Paris, les aspirations à la démocratie directe s'étaient déjà fortement exprimées. Mais les soviets furent plus que cela : l'instrument à travers duquel la classe ouvrière s'unifiait comme classe et jetait les bases d'un nouveau pouvoir.

En 1905, de nombreux bolcheviks s'intégrèrent aux soviets naissants ou, comme à Moscou, en prirent la direction. A Saint-Petersbourg par contre, la méfiance des bolcheviks se transforma vite en opposition. Un dirigeant bolchevik, Bogdanov, affirma « qu'il fallait obliger le soviet à accepter le programme des bolcheviks ainsi que l'autorité de leur comité central, ce qui entraînerait son absorption par le parti... Si le soviet refusait de suivre cette voie, les bolcheviks devraient l'abandonner et en dénoncer la politique (9). »

Il ne s'agissait pas là d'un simple réflexe conservateur, mais d'une lecture particulière de *Que faire ?* dont la logique était de subordonner la classe au parti. Lénine polémique publiquement avec cette position en affirmant l'autonomie des soviets par rapport au parti : « Dans le combat nous sommes obligés de marcher ensemble, en conservant notre pleine indépendance politique ; le soviet, lui, est une organisation de combat et doit demeurer tel (...) Nous ne craignons pas une composition aussi étendue et aussi diverse, nous la souhaitons même (10). »

Il n'est pas inintéressant de remarquer que pour argumenter la spécificité du soviet par rapport au parti, Lénine renvoie directement aux positions qu'il défendait dans *Que faire ?* sur le syndicats. Il s'opposait alors (et là-dessus ne changea pas d'opinion) à ce que le combat économique « soit livré par les seuls social-démocrates ou uniquement sous le drapeau de la social-démocratie (11). » Il en va de même, expliquait-il, à propos de la lutte politique menée par les soviets.

Il a fallu certes attendre 1917 pour que Lénine (comme d'ailleurs l'immense majorité des révolutionnaires) perçoive la portée historique nouvelle des soviets et la façon dont ils bouleversaient la vision traditionnelle des formes d'organisation que devait se donner le prolétariat pour se constituer en classe et prendre le pouvoir politique.

Mais alors, en écrivant *l'Etat et la révolution*, en théorisant toute la logique de la démocratie soviétique et le caractère universel des conseils ouvriers dans la lutte pour le pouvoir du prolétariat, il sut tirer des leçons essentielles de cette expérience. Les mencheviks, qui en 1905 avaient été parfois plus « souples » que bien des bolcheviks face à l'apparition des soviets, freinèrent alors des quatre fers : il est vrai qu'il s'agissait alors

pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir...

Le centralisme démocratique

On a souvent présenté la rupture entre bolcheviks et mencheviks comme résultant de méthodes organisationnelles très différentes. On oublie que les deux courants, sous les contraintes de la clandestinité, pratiquaient de la même façon : c'est la cooptation qui était de règle et non l'élection. Mencheviks et bolcheviks expliquaient d'ailleurs qu'il s'agissait là d'une exception.

La révolution de 1905 bouleversa profondément les conditions de construction du parti. A la fois à cause de la mobilisation massive des travailleurs et des possibilités d'activité politique légale. Les réactions de Lénine à cette nouvelle situation furent radicales.

Dans le passé, certains mencheviks lui avaient reproché de vouloir, au travers de son centralisme, imposer le pouvoir d'intellectuels radicaux sur la classe ouvrière. C'était oublier que, à cause des conditions objectives, la composition de l'ensemble des courants social-démocrates russes était peu prolétarienne.

Dès que les masses ouvrières se mettent en mouvement, Lénine n'a cessé d'insister sur la nécessité d'un recrutement de masse et d'un effort particulier non seulement pour intégrer les ouvriers au parti, mais les faire pénétrer dans les différentes instances de direction. Il se heurte ainsi aux « comitards », c'est-à-dire aux militants clandestins des années précédentes qui ont souvent des réflexes conservateurs. Lénine aura d'ailleurs la même attitude lors des premiers mois de la révolution de 1917.

C'est aussi dans cette période que furent profondément transformées les règles de fonctionnement du parti. Dès le congrès bolchevique de Londres (avril 1905), Lénine fit voter une résolution défendant « la primauté complète du principe électif ». Les pouvoirs très importants que le comité central avait dans l'ancienne période furent réduits. L'« autonomie des comités » fut renforcée : le comité central ne put dissoudre ou nommer les comités locaux sans l'approbation des deux tiers des membres : il ne put changer la composition de ces comités sans l'accord de leurs membres.

Ainsi s'élabora la notion de centralisme démocratique que le congrès

5. Oeuvres choisies, tome 10, p. 24
6. « Un pas en avant, deux en arrière », p. 79. Edition du progrès, Moscou 1966.
7. Idem, p. 80
8. Oeuvres choisies, tome 10, p. 75 et 76.
9. Cité par Marcel Liebman dans « Le léninisme sous Lénine », tome 1, p. 100. le Seuil.
10. Oeuvres choisies, tome 10, p. 12
11. Tome 10, p. 12.

du parti de Stockholm (1906), réunissant cette fois les mencheviks et les bolcheviks, fit sienne, à l'initiative de Lénine. Par la suite, les bolcheviks s'en réclamèrent en permanence.

Ces rappels historiques ne sont pas inutiles vis-à-vis de ceux qui, confondant léninisme et stalinisme, expliquent que la meilleure illustration du centralisme démocratique se trouve dans *Que faire ?...* qui n'en pipe mot.

Avec la nette délimitation du parti et de la classe, le centralisme démocratique devint l'un des principes de la théorie léniniste de l'organisation et est ainsi défini en 1906 : « *Le principe du centralisme démocratique et de l'autonomie des organisations locales signifie précisément la liberté de critique, entièrement et partout, tant qu'elle ne met pas obstacle à l'unité d'une action déterminée et l'admissibilité de toute critique détruisant l'unité d'une action décidée par le parti* (12). »

Il faut préciser que le centralisme trouve ses racines dans la nécessité de la lutte centralisée contre l'Etat bourgeois et du mode d'organisation particulier qui en découle pour le parti. Ainsi, en 1903, mencheviks et bolcheviks avaient refusé d'accorder au Bund (organisation ouvrière juive) une autonomie particulière dans le parti. De même, si les bolcheviks réclamaient le droit à l'autodétermination pour les peuples opprimés par l'Etat tsariste, ils étaient pourtant organisés en un seul parti centralisé.

La liberté de discussion était comprise comme possibilité de regroupement interne (tendances, fractions) pour défendre ses idées. Ces débats se menaient souvent publiquement, au travers des différents organes de presse. Cette tradition se répercuta d'ailleurs dans les partis communistes naissant en Europe dans les années vingt.

Marx et Lénine

Il se développe donc, au travers de la Révolution russe, des formes d'organisations (parti « léniniste », soviets) qui rompent avec la tradition du mouvement ouvrier, de la II^e Internationale, et vont déboucher sur la création de la III^e Internationale. Pour saisir l'ampleur de ces transformations, il faut revenir en arrière.

On présente parfois Lénine comme un simple continuateur de Marx sur les questions du parti alors qu'en vérité il introduit des ruptures profondes. Marx et Engels n'ont cessé de combattre les courants

proudhoniens ou bakouniniens pour que le prolétariat mène la lutte politique et se constitue en parti. Au long de ce combat, on peut relever, cerner des évolutions.

Dans le *Manifeste communiste* (1848), ils n'avancent pas, pour la France, l'Allemagne... la perspective immédiate de création de partis ouvriers indépendants, mais une politique de soutien critique à divers petits partis bourgeois d'opposition. Lorsque éclate la révolution allemande de 1848, dont le *Manifeste* expliquait qu'elle « *ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne* », Marx rentre en Rhénanie, milite au sein du mouvement démocrate, intitule son journal (*la Nouvelle Gazette rhénane*) « journal de la démocratie » et s'oppose à certains de ses amis de la Ligue des communistes qui veulent immédiatement organiser le prolétariat de façon indépendante.

Ce n'est qu'au dernier moment, juste avant le triomphe de la contre-révolution, qu'il s'engagera dans la voie de la création d'un parti ouvrier indépendant. Il tirera d'ailleurs un bilan critique de cette expérience dans la fameuse *Adresse du comité central de la Ligue des communistes* (1850), dans laquelle il appelle à la « révolution en permanence (13) ».

Par contre, Marx et Engels ne reviendront jamais sur les phrases du *Manifeste* qui définissent les tâches et la place des communistes : « *Ils ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier (...)* Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays (...) Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat (14). »

On aurait tort de voir là la simple expression de l'état embryonnaire dans lequel se trouvait le mouvement ouvrier dans cette période où il n'existait que deux partis ouvriers (en Angleterre et aux USA) qui, en plus, n'avaient rien à voir avec ce que seront plus tard les partis sociaux-démocrates.

Marx et Engels définissent en fait les principes généraux qui guideront continuellement leur action. Pour eux, la constitution du prolétariat en

classe et la construction du parti sont organiquement liées dans le même processus historique qui balaie, petit à petit, toutes les sectes préexistantes.

Les différentes organisations qu'ils construisent sont de simples étapes, des instruments conjoncturels au service de ce but général. Parti et classe font un. Leur problème n'est donc pas tant de définir des formes organisationnelles que d'indiquer sans cesse le but : constituer la classe en parti.

Non pas qu'ils se soient désintéressés des batailles politiques et organisationnelles concrètes. Au contraire, dans la Ligue des communistes ou plus tard au sein de la I^{re} Internationale, ils s'y sont plongés jusqu'au cou. Par contre, autant ils ont mené une bataille incessante sur la nécessité du parti, autant ils n'ont jamais produit une « théorie » sur ses formes d'organisation, ses rapports avec la classe, etc.

Ils s'en sont tenus à l'affirmation de quelques conceptions générales qui étaient le produit direct de leur vision de l'émancipation du prolétariat. Ainsi, ils luttent continuellement contre toute forme de structuration en « sociétés secrètes » qui reproduisent le fonctionnement des sectes présocialistes et s'opposent au processus d'auto-émancipation de la classe ouvrière. Contre Bakounine, ils défendent aussi un minimum de centralisation nécessaire à la lutte politique.

« La fraction la plus résolue »

La seule ligne de rupture pratique, organisationnelle que Marx introduit au sein de ce mouvement ouvrier naissant, c'est la nécessité pour le prolétariat de la lutte pour le pouvoir politique et la constitution en parti (combat contre les proudhoniens, rupture avec Bakounine) et l'indépendance de ce parti vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'Etat (lutte contre Lassalle).

Pourtant, Marx et Engels ne s'en tinrent pas à cette simple élaboration stratégique. Ainsi, tirant les leçons de la Commune de Paris, Marx écrit dès 1871 que « *la classe ouvrière ne peut se contenter de prendre comme tel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte* (15). » Il juge cette leçon assez importante pour écrire dans la préface à l'édition de 1872 du *Manifeste du parti communiste* que ce texte se contentait d'affirmer la nécessité de la prise du pou-

voir politique, qu'il a vieilli sur ce point et doit intégrer les enseignements de la Commune.

Au même moment, le débat fait rage avec Bakounine au sein de la I^e Internationale et s'achèvera par une rupture. Dans les idées que Marx et ses partisans défendent, les résolutions qu'ils écrivent, on trouve simplement la nécessité de la constitution en parti, de la lutte politique pour le pouvoir, sans référence aux leçons de la Commune.

Cette même absence se retrouve, par exemple, dans la constitution de la social-démocratie allemande. Dès 1892, alors qu'il représentait toujours l'orthodoxie marxiste, Kautsky écrit dans un commentaire du programme d'Erfurt qui sera traduit dans plusieurs langues et apparut un peu comme un nouveau manifeste : « *Tant qu'existera l'Etat moderne, le centre de l'action politique sera toujours le Parlement. [Le prolétariat lutte] pour que celui-ci cesse d'être un simple moyen de domination de la bourgeoisie* (16). »

Nul ne s'en émeut alors. Il est vrai que si, lors du deuxième congrès de la II^e Internationale (Zurich, 1883), la question de la lutte politique fut au centre des débats, les résolutions finales ne faisaient que reprendre l'esprit de celle de la I^e Internationale sans la moindre référence aux leçons de la Commune.

En 1910, lorsque Rosa Luxemburg rompit son alliance avec celui qui était alors devenu le « centrisme » Kautsky, elle ne porte pas le fer contre le parlementarisme qui expliquait pourtant fondamentalement l'évolution droitière du « pape du marxisme ».

Ce n'est qu'en 1912 qu'un représentant de la gauche, Anton Pannekoek, critiqua Kautsky sur ce terrain. Ce dernier pouvait répondre sans mentir : « *Le but de notre politique reste identique à ce qu'il a toujours été : conquête du pouvoir d'Etat à travers l'obtention de la majorité au Parlement, et élévation du Parlement au rang d'instance dirigeante du gouvernement. Il n'était donc nullement question de destruction de l'appareil d'Etat* (17). »

Il ne s'agit pas bien sûr d'expliquer l'évolution de la II^e Internationale par « l'oubli » des leçons de la Commune, mais de mettre en évidence les bases programmatiques sur lesquelles se sont développés au siècle dernier les partis ouvriers même lorsqu'ils se réclamaient explicitement des enseignements de Marx.

Si Marx et Engels s'en sont tenus aux lignes de clivage rappelées

précédemment pour délimiter les partis ouvriers, c'est que la question fondamentale de la période historique dans laquelle ils militèrent était celle de la constitution du prolétariat en classe au travers de ses organisations et en premier lieu ses partis. Et non la lutte pour le pouvoir.

L'actualité de la révolution

Le léninisme s'élabore dans une nouvelle période : celle de « l'actualité de la révolution ». Il ne s'agit plus seulement pour le prolétariat de se constituer en parti distinct, mais de lutter pour le pouvoir.

Les leçons tirées par Marx de la Commune de Paris, qui n'étaient pas un enjeu immédiat pour la période précédente, deviennent une question centrale. Plus généralement les clivages portant sur la stratégie révolutionnaire pour la prise du pouvoir sont déterminants pour la structuration du mouvement ouvrier.

Les partis ouvriers de la II^e Internationale collaboraient activement avec la bourgeoisie pour s'opposer « à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat » alors que cette conquête vient à l'ordre du jour. C'est justement parce que les communistes, comme l'expliquait *le Manifeste*, n'avaient « point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat » qu'il formèrent des partis « distincts opposés aux autres partis ouvriers » pour remplir les tâches stratégiques qu'impliquait la nouvelle période.

Bien sûr, Lénine ne systématisa pas immédiatement cette orientation. Jusqu'en 1912 au moins, il considéra les bolcheviks et les mencheviks comme deux fractions publiques d'un même parti qui, à l'image de la social-démocrate européenne, comportait une aile gauche et une aile opportuniste. C'est pourquoi ses batailles pour la réunification avec les mencheviks (qui se réalisa provisoirement en 1906) n'étaient pas pour lui une simple ruse tactique.

On sait que Lénine, dès la trahison d'août 1914 par les directions des principaux partis de la II^e Internationale, proclama la nécessité de construire une nouvelle internationale. Mais lors de la conférence des bolcheviks d'avril 1917 dans laquelle ses « thèses d'avril » deviennent majoritaires contre « les vieux bolcheviks », lorsqu'il proposa d'abandonner le nom de parti social-

12. Tome 10, p. 466.

13. Nous avons publié ce texte dans « Critique communiste » n°17, mars 1983.

14. « Le manifeste ». Editions sociales, p. 53

15. « La guerre civile en France ». Editions sociales, p. 53.

16. Cité par Massimo L. Salvadori dans « La conception du processus révolutionnaire chez Karl Kautsky de 1891 à 1922 », in « Histoire du marxisme contemporain », tome 1, p. 93. 10/18.

17. Cité par Massimo L. Salvadori opus cité, p. 152.

démocrate pour celui de communiste, il n'obtient qu'une voix : la sienne !

La Révolution russe et les luttes révolutionnaires qui déferlent alors sur l'Europe en posant concrètement la question de la prise de pouvoir par le prolétariat modifient donc profondément la structuration du mouvement ouvrier et les formes d'organisation de la classe ouvrière.

Mais l'on oublie trop souvent que durant cette période où les bolcheviks commencent à théoriser leur expérience, ce qu'il est convenu d'appeler les conceptions léninistes de l'organisation du prolétariat pour la prise du pouvoir comportent deux éléments étroitement liés : la question du parti et celle des soviets ou conseils ouvriers.

C'est au nom du pouvoir des conseils ouvriers que s'organisent les ruptures dans les partis de la II^e Internationale et la création de l'Internationale communiste. En écrivant *l'Etat et la révolution*, Lénine renoue explicitement le fil rompu par la II^e Internationale avec les leçons que Marx avait tirées de la Commune. Mais, en fait, il va bien plus loin.

Pour Marx, la constitution du prolétariat en classe « pour soi » et la construction du parti étaient deux facettes du même processus historique. La notion de classe et la notion de parti étaient en quelque sorte confondues. La social-démocratie allemande illustra pleinement cette vision : le parti (avec ses mouvements de masse, ses syndicats) représentait le prolétariat.

Lénine, lui, nous l'avons vu dans sa polémique contre les mencheviks, expliquait la nécessité d'établir une délimitation nette entre parti et classe. Mais ce n'est qu'un aspect de sa théorie. L'autre aspect, c'est que se sont les conseils ouvriers et non le parti qui deviennent le lieu d'unification politique du prolétariat, de sa constitution en classe.

Alors qu'on reproche souvent au léninisme de faire du parti l'unique représentant politique du prolétariat, c'est en fait avec cette logique qu'il rompt. Même si, comme nous allons le voir, cela ne fut pas clairement perçu, même chez les bolcheviks, du jour au lendemain.

Le pouvoir des soviets

Les thèses adoptées par le premier congrès de l'Internationale communiste (mars 1919) et écrites par Lé-

nine sont explicites sur le rôle des soviets : « *L'essence du pouvoir des soviets consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental, c'est l'organisation des masses jadis opprimées par les capitalistes, c'est-à-dire les ouvriers et les demi-prolétaires. (...)* »

« *Seule l'organisation soviétique de l'Etat peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil bourgeois, administratif et judiciaire qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques. (...) La Commune de Paris a fait, dans cette voie, un premier pas d'une importance historique universelle ; le pouvoir des soviets a fait le second (18).* »

C'est à cette même conclusion qu'étaient arrivés des dirigeants du mouvement ouvrier européen comme Rosa Luxemburg ou Gramsci. La question était bien de reconnaître les soviets ou conseils ouvriers comme base du pouvoir prolétarien.

Car toute une série de courants intermédiaires qui ne voulaient pas rompre avec la II^e Internationale étaient prêts à « prendre en compte » ces nouvelles formes d'organisation. Ainsi, « *Kautsky voyait dans les conseils ouvriers et de soldats un phénomène de la plus haute importance ; toutefois, il en limitait rigoureusement la fonction et les décrivait comme des organisations de classe qui, si elles étaient aptes à résoudre la question de la mobilisation permanente des masses sur les lieux de travail, n'avaient cependant aucune qualité pour se transformer en institution d'Etat (19)* ».

Des représentants de la social-démocratie autrichienne comme Otto Bauer, que l'on présente parfois comme un courant (l'« austro-marxisme ») ayant ouvert une troisième voie entre le léninisme et la social-démocratie, défendaient en fait sur ce terrain les mêmes conceptions que Kautsky. Les conseils sont présentés comme des instruments de « démocratie sociale » ou de « démocratie économique », mais le lieu du pouvoir politique reste toujours le Parlement.

Ces courants, s'ils critiquaient les aspects les plus droitiers de la politique de la II^e Internationale, s'ils créèrent parfois des organisations indépendantes, ne s'orientèrent jamais vers la construction de partis radicalement nouveaux car leur stratégie restait fondamentalement celle de la conquête du pouvoir au travers du Parlement.

Mais au sein du mouvement communiste naissant existaient aussi des

courants « gauchistes » développant des points importants de désaccord avec la politique léniniste : boycottage systématique des élections, des syndicats, tactique de « l'offensive partout ».

Certains de ces courants eurent de plus en plus tendance à voir dans les conseils ouvriers non seulement des formes d'organisation fondamentales pour la prise du pouvoir, mais la seule forme d'organisation de la classe, qui remet en cause l'ancienne structuration de la classe ouvrière en partis et syndicats, qui fusionne en son sein la lutte politique et la lutte économique.

C'était ne pas voir que, sous le capitalisme, les soviets ne pouvaient réellement exister que dans des périodes d'intenses mobilisations justement parce qu'ils sont des organes de prise du pouvoir. Ne pas voir que jusque dans des périodes révolutionnaires, ils ne remettent pas en cause le besoin de partis et de syndicats, même s'ils bouleversent complètement les données de la lutte des classes et donc leur place.

Le front unique

Sur la lancée de la Révolution russe et des explosions révolutionnaires dans plusieurs pays européens se développa une vision un peu simplifiée des formes d'organisation de la classe ouvrière.

D'un côté les soviets, organes du pouvoir prolétarien. De l'autre la restructuration complète du mouvement ouvrier sous la direction des partis communistes construits sur le cadavre de la social-démocratie et s'entourant de multiples organisations de masse organiquement liées à eux.

D'un certain point de vue, le modèle de l'ancienne social-démocratie allemande n'était pas abandonné. De même, « *à sa formation, l'IC pensait pouvoir suivre l'exemple de la I^{re} Internationale animée par Marx, en englobant à la fois organisations politiques et organisations syndicales. Elle pensait assurer ainsi une unité de direction révolutionnaire au mouvement ouvrier (20)* ». Ainsi, le II^e Congrès de l'IC créa un « Conseil provisoire des syndicats rouges ».

Cette perspective était surdéterminée par l'idée d'une victoire rapide de la révolution en Europe, mais s'articulait aussi sur une certaine vision de la restructuration du mouvement ouvrier. Bien vite, des discussions, souvent orageuses, amenèrent à rectifier cette perspective

erronée, et s'élabora la politique de front unique qui fut adoptée par le II^e Congrès de l'IC (1921).

De fait, cette politique remettait en cause la vision simplifiée qui avait pu avoir cours. Bien sûr, la nécessité de construire des partis communistes indépendants ne fut pas remise en cause, ni même la place et la fonction des conseils ouvriers. Mais la politique de front unique part d'un constat : l'existence maintenue de plusieurs partis ouvriers ; le fait que les partis réformistes, même si leur direction est « bourgeoise », s'enracinent dans la classe ouvrière et sont aussi une de ses émanations. Du coup, les communistes ne sont plus le seul parti du prolétariat, mais son parti révolutionnaire qui doit faire ses preuves et gagner les masses à l'action par une tactique appropriée.

Il n'est pas étonnant que la direction stalinienne, qui systématisa la « théorie » du parti unique, n'ait jamais pratiqué une véritable politique de front unique qui implique la reconnaissance du partenaire comme un parti ouvrier. Comme pour les soviets, bien qu'à un niveau différent, le front unique suppose que l'on ne pense pas la bataille pour l'unification politique de la classe comme unification au travers d'un parti.

Trotsky en 1932 résume bien la question : « *Si au cours de la période préparatoire [à la révolution, NDLR] le Parti communiste avait réussi à éliminer complètement des rangs du prolétariat tous les autres partis, et à rassembler sous son drapeau, tant politiquement qu'organisationnellement, l'écrasante majorité des ouvriers, les soviets ne seraient d'aucune nécessité.* »

Mais, ajoute-t-il, l'expérience historique prouve le contraire.

Trotsky précise le lien entre la question du front unique et des soviets : « *De même que le syndicat est la forme élémentaire du front unique dans la lutte économique, de même le soviét est la forme la plus élevée du front unique, quand arrive pour le prolétariat l'époque de la lutte pour le pouvoir* (21). »

Si le syndicat est une forme élémentaire de front unique, cela veut dire que la création de syndicats organiquement liés aux partis communistes, de « syndicats rouges », n'est pas la ligne de conduite correcte. De fait, l'IC infléchit sa ligne, les scissions syndicales sont systématiquement présentées comme le produit de la politique et des manœuvres des bureaucrates réformistes. La bataille pour l'unité syndicale, liée bien sûr au respect de la

démocratie, du libre jeu des différents courants, devient progressivement un des axes de l'activité des communistes.

La politique de front unique entraîne donc une remise en cause de la subordination organisationnelle des organisations de masse au parti et la compréhension que ces organisations de masse doivent être des lieux d'unité de la classe ouvrière dans le respect du pluralisme des courants existants.

Autre conséquence qui en découle logiquement : ces organisations, contrairement à un parti qui regroupe des militants sur un programme, ne peuvent être régies par le centralisme démocratique. Elles doivent trouver, puisqu'elles prétendent organiser la classe dans ses différentes composantes et niveaux de conscience, des formes de centralisation plus souples. La forme fédérative, par exemple, qui est une vieille tradition du mouvement syndical.

L'interruption stalinienne

Rien n'est plus erroné que la vision d'une conception léniniste du parti — et plus généralement des formes d'organisations nécessaires au prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir — qui serait née d'un seul coup, qui prendrait l'aspect, chez Lénine lui-même, d'une doctrine systématiquement exposée dans un texte.

Elaborée pas à pas en même temps que les autres aspects de la stratégie révolutionnaire, la conception léniniste du parti peut même parfois apparaître contradictoire. C'est qu'elle ne cherche pas à supprimer les contradictions, mais à mieux les maîtriser pour les surmonter. Contradiction entre centralisme et démocratie, tensions inévitables entre le rôle des soviets et celui du parti, rapports toujours délicats entre le parti, clairement délimité du reste de la classe, et la mobilisation de la masse des travailleurs. Contradictions qui viennent finalement des conditions mêmes de lutte du prolétariat dans le système capitaliste.

Sans parler de ceux qui voient dans le léninisme la racine du totalitarisme stalinien, certains reprochent à Lénine d'être porteur d'une conception « autoritaire » du parti, d'avoir développé une tendance systématique à subordonner la classe au parti.

Certes, si l'on confond le léninis-

18. « Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ». Maspero.

19. Massimo L. Salvadori opus cité, p. 177.

20. Pierre Frank, dans son introduction à « L'Internationale syndicale rouge », p. 15. Maspero.

21. « Comment vaincre le fascisme », p. 148-149. Buchet/Chastel.

22. Voir l'article de D. Bensaïd dans le numéro spécial de « Critique communiste » sur Marx. 1983.

23. Lire par exemple « Histoire du Parti bolchevik » de Broué (Ed. de Minuit), « Le léninisme sous Lénine » de Liebman (le Seuil), « L'histoire de l'Internationale communiste » de P. Frank (la Brèche).

me avec un modèle organisationnel imposé par les conditions de lutte contre l'autocratie tsariste, on peut alors tenir un tel discours. Mais en oubliant que Lénine lui-même remit en cause ce premier modèle dès que cela fut possible.

Malgré les conditions dramatiques faites à la jeune Révolution russe, Lénine ne produisit jamais une théorie du parti unique (22). Par exemple, l'interdiction en 1921 des tendances et fractions au sein du Parti bolchevik (que l'on peut après coup juger comme une erreur) est explicitement présentée par lui comme une mesure conjoncturelle et anormale.

De même, on peut estimer que sous la férule de Zinoviev qui avait développé une conception toujours un peu « bureaucratique » du parti, l'Internationale connut des formes de centralisation trop ultimatisées d'autant qu'après la mort de Rosa Luxemburg et de Liebknecht il n'existait pas de directions de partis nationaux qui pèsent lourd face à l'expérience et à l'autorité des bolcheviks.

Entre 1919 et 1921, l'Internationale communiste fut construite à marche forcée dans la perspective de luttes révolutionnaires pouvant aboutir à brève échéance à la prise du pouvoir dans plusieurs pays. Pour disposer de partis communistes importants dans plusieurs pays, la direction de l'IC n'y alla pas toujours de main morte, préférant souvent l'intervention directe et parfois brutale à la construction plus progressive de directions.

Lénine fut un des rares à s'inquiéter de cette « russification » qui conduisait à imposer des schémas issus directement de l'expérience organisationnelle russe dans des pays de traditions différentes.

On pourrait continuer cette description, qui a souvent été faite (23), pour montrer toutes les difficultés rencontrées au niveau national et international par les bolcheviks. Mais cela était quasiment inévitable et n'avait en tout cas rien à voir avec ce qui se passa lorsque le stalinisme triompha. Pour réussir à imposer son règne, il dut d'ailleurs détruire ce qui avait été construit, le Parti bolchevik et l'Internationale.

On oppose parfois une autre « théorie » à la conception léniniste

de l'organisation du prolétariat pour la prise du pouvoir, celle de Rosa Luxemburg. Une « théorie » introuvable car, si de par son activité dans la social-démocratie allemande Rosa eut une sensibilité plus grande que Lénine au processus de dégénérescence de la II^e Internationale, elle ne sut lui opposer que l'appel à la mobilisation et à la spontanéité des masses. Non par la lutte pour la construction d'autres formes d'organisation de type nouveau. Sa faiblesse fut de ne pas produire justement une théorie de l'organisation du prolétariat.

Et ce n'est pas un hasard si, lorsqu'elle se rapprocha du bolchévisme sur des questions essentielles (rôle des soviets, programme de la révolution socialiste, etc.), elle se mit à construire le premier noyau du futur parti communiste allemand sans pour autant rejoindre les dirigeants russes sur l'ensemble des problèmes politiques.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la lutte contre le léninisme sert de couverture idéologique à la lutte contre toute perspective révolutionnaire. Le stalinisme, en se présentant comme la continuation du léninisme au prix d'une falsification historique sans précédent dont on découvre encore chaque jour les effets, a rendu un fier service à tous les bourgeois et sociaux-démocrates qui depuis longtemps mènent cette croisade.

Mais force est aussi de reconnaître que, pour de nombreux courants révolutionnaires qui se sont dégagés dans la dernière période, la référence au léninisme a posé problème et continue de le faire. Justement à cause du repoussoir stalinien. L'expérience de la dégénérescence de l'URSS, l'existence et la pratique des partis staliniens rend ce débat inévitable et, en quelque sorte, légitime.

Si nous nous réclamons du léninisme, ce n'est pas pour le plaisir d'accoler une étiquette de plus, ni par manie de reproduction du fonctionnement du Parti bolchevik dans telle ou telle période. Encore qu'il y ait beaucoup à apprendre des débats qui eurent lieu sur ces questions dans ce parti puis dans les partis communistes des années vingt.

Si nous nous réclamons du léninisme, c'est parce qu'il est étroitement lié — comme nous avons es-

sayé de le montrer dans cet article — à l'élaboration progressive, au travers de la révolution russe puis d'expériences comme celle de l'Allemagne, des éléments fondamentaux d'une stratégie de prise du pouvoir par le prolétariat et des formes d'organisation nécessaires pour atteindre cet objectif.

La victoire du stalinisme a brutalement arrêté ce processus. Trotsky, et d'autres peu nombreux, ont poursuivi et approfondi cette élaboration : analyse des nouvelles formes de domination capitaliste (fascisme) ; préservation et enrichissement des acquis des quatre premiers congrès de l'IC au travers de la lutte contre la montée du nazisme, de la révolution espagnole, du Front populaire français ; analyse de la dégénérescence de l'Etat ouvrier soviétique et des questions posées par la transition au socialisme. A l'époque, leurs voix n'ont pas trouvé beaucoup d'écho.

Mais il est toujours un peu étonnant de voir comment des individus ou des courants qui ont prétendu, ces dernières années, définir des perspectives révolutionnaires en croyant innover, n'ont fait finalement que répéter des chansons déjà entendues. Il faut en discuter les paroles avec sérieux, à la lumière des expériences anciennes et récentes. Mais rien ne pourrait nous empêcher de dire que nous en connaissons la musique.

Ainsi, pour prendre un seul exemple, les courants « eurocommunistes de gauche » se sont mis à expliquer qu'il faut construire des partis de type « nouveau » (rejetant le centralisme démocratique vite assimilé au centralisme bureaucratique stalinien). Ils ont élaboré une stratégie « nouvelle », prétendant articuler système parlementaire et conseils ouvriers dans un processus prolongé et graduel de transformation sociale.

Ils n'ont fait, sur le fond, que reprendre le discours des « austromarxistes » dont nous avons parlé plus haut et qui, déjà, expliquaient que la voie suivie par les bolcheviks était peut-être bonne pour un pays arriéré comme la Russie, mais non pour les pays capitalistes modernes...

On peut ruser avec les mots mais pas avec les éléments-clés qui structurent une perspective révolutionnaire. Nous nous réclamons donc du léninisme. □

CGT, autour de la scission de 1921

A propos du livre de L. Batsch et M. Bouvet

La scission de la CGT en 1921 représente un tournant radical dans l'histoire du syndicalisme français. Pour la première fois, l'unité du mouvement syndical, difficilement réalisée à la fin du XIX^e siècle, est brisée. Elle ne se réalisera à nouveau, dans ces conditions historiques très différentes, qu'en 1936 au moment du Front populaire pour se casser encore en 1947. En même temps qu'il éclaire la délicate question des rapports parti-syndicats, le livre de nos camarades Batsch et Bouvet permet de répondre à deux questions : la scission de la CGT était-elle inévitable ? Qui en a été responsable ?

Avant d'aborder plus précisément le contexte politique de la scission, il est nécessaire de revenir brièvement sur certaines caractéristiques de la CGT avant 1914 et sur son rôle dans la Première Guerre mondiale.

En effet, en même temps que sa relative faiblesse puisque la CGT compte 400 000 syndiqués en 1908 contre plus de trois millions aux syndicats allemands, un des traits remarquables de la CGT d'avant-guerre, du moins de 1906 à 1910 avec des dirigeants comme Griffuehles et Emile Pouget, fut d'être l'expression du courant syndicaliste révolutionnaire. La fameuse charte d'Amiens, en 1906, avait officialisé cette indépendance totale de la CGT vis-à-vis de la SFIO, jugée trop réformiste.

Dès le début du premier conflit mondial, la direction de la CGT abandonna son mot d'ordre de grève générale internationale contre les fauteurs de guerre. Elle capitula, comme la direction de la SFIO, et Jouhaux, le principal dirigeant, se fit le champion de l'union sacrée. Cela est assez connu pour qu'on ne s'y arrête davantage. Ce qui l'est moins en revanche, ce sont les multiples liens de collaboration de classe que tissent la CGT et le patronat : commissions paritaires dans les entreprises, intervention du syndicat dans la gestion économique, et sur l'organisation du travail... C'est là une évolution, d'autant brutale qu'elle rompt avec les traditions du syndicalisme révolutionnaire, qui va profondément marquer le réformisme de la CGT et, au-delà, tout le syndicalisme français.

Pourtant, une fois passé le raz-de-marée chauvin de 1914, la minorité de la CGT, animée par Merrheim et Pierre Monatte, le fondateur de *la Vie ouvrière*, s'organise. En 1917 et 1918, en même temps que les idées pacifistes progressent rapidement dans la classe ouvrière, les premières grèves de masse éclatent : dans la région parisienne d'abord, dans la Loire, etc. Mais, à l'intérieur de la CGT, la véritable ligne de partage entre la majorité et la minorité, c'est la Révolution russe.

Comme dans la plupart des pays capitalistes, en Allemagne, en Italie, la fin de la boucherie impérialiste et la Révolution soviétique marquent le signal d'un immense mouvement de masse potentiellement révolutionnaire dont la grève des cheminots de mai 1920 constitue l'apogée en France.

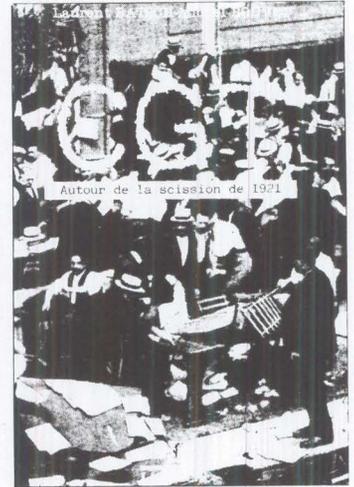
Au congrès de Lyon qui s'ouvre en 1919, premier congrès d'après-guerre, la CGT compte plus de 1 600 000 syndiqués. Dans un climat marqué par l'intervention armée contre la Russie et l'échec des grèves de 1919, à cause de la stratégie de la majorité, la minorité de la CGT met en avant deux axes : la défense et l'extension de la Révolution russe et la préparation de la grève générale en France.

Parallèlement à la croissance de la CGT, Jouhaux et les dirigeants de CGT pratiquent une collaboration de classe de plus en plus ouverte : participation au Conseil national économique, élaboration d'un « programme minimum » qui comporte une planification démocratique entre le patronat et le syndicat...

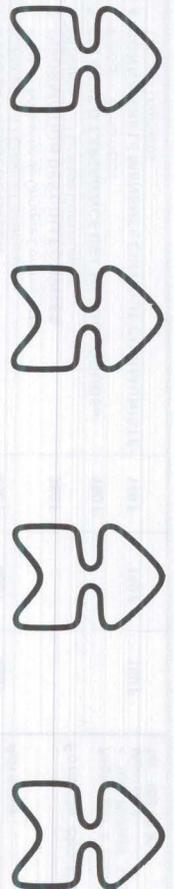
En réalité, la direction de la CGT rejette la révolution, en Russie comme en France. « *Ce qu'il faut faire, c'est la révolution économique et cette révolution économique ne se fait pas dans la rue, par la foule délirante, déchainée, détruisant pour le seul désir ou le plaisir de gaspiller et de détruire* », s'exclame Merrheim, ancien minoritaire qui a retourné sa veste, au congrès de 1919.

La direction de la CGT prépare la scission

Devant la montée des luttes ouvrières et la progression de la minorité révolu-



ABONNEMENTS



tionnaire, qui est d'ailleurs loin d'être monolithique puisque s'y côtoient les courants anarcho-syndicaliste, syndicaliste révolutionnaire et pro-Moscou, la majorité de la CGT va préparer la scission. L'exemple du congrès des syndicats de la Seine en 1920 donne une idée de la progression des idées révolutionnaires : sur 151 syndicats, 76, qui représentent près de 90 000 travailleurs, se prononcent pour les Comités syndicalistes révolutionnaires, contre 75 pour Jouhaux. Au congrès d'Orléans, en mai 1920, la minorité recueille plus du quart des mandats. Les minoritaires présentent une motion qui pose le problème de l'affiliation internationale de la CGT, jusqu'à membre de la fédération syndicale internationale (FSI) d'Amsterdam, elle-même liée à la II^e Internationale : « *Il n'est qu'une Internationale de la révolution, celle de Moscou. La CGT redevenue fidèle à l'esprit révolutionnaire se doit d'y adhérer et se déclarer prête à collaborer avec l'organisation politique qui agira révolutionnairement, gardant malgré cela sa complète autonomie.* »

En mai 1920, la majorité des 450 000 cheminots, dont les trois-quarts sont syndiqués à la CGT, se mettent en grève. Malgré la force du mouvement, c'est l'échec, la majorité refuse d'appeler à la grève générale. En décembre 1920 a lieu le congrès de Tours : la majorité de la SFIO adhère à la III^e Internationale et fonde le Parti communiste. C'est la catastrophe pour la majorité de la CGT et, comme l'écrivent justement Batsch et Bouvet, « *le problème de la majorité de la CGT en 1921, c'est d'éviter le sort de la minorité socialiste* ».

Malheureusement pour elle, les minoritaires continuent de gagner des positions (Seine, cuirs et peaux, etc.) et en juin 1921, ils l'emportent au sein de la Fédération des cheminots. Le congrès de Lille de la CGT s'ouvre le 29 juillet 1921. Le rapport moral de Jouhaux est accepté seulement par 1 556 syndicats contre 1 348 (dont les plus grosses fédérations comme les métaux, les cheminots, le bâtiment).

Après la grève générale du textile en septembre 1921, les réformistes provoquent la scission dans la fédération des cheminots. C'est l'épreuve de force. *La Vie ouvrière*, l'organe principal des « minoritaires » annonce alors un congrès unitaire qui a lieu le 29 décembre 1921 et qui regroupe plus de 1 564 syndicats. Rosmer et la minorité communiste se battent pour l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge de Moscou. La CGTU compte, au moment de la scission, plus de 300 000 syndiqués et, indiscutablement, les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière.

Les conséquences de la scission sont considérables. L'unité du mouvement syndical est brisée, le rêve du syndicalisme révolutionnaire d'organiser tout le prolétariat s'éloigne. La CGTU, divisée entre les trois courants qui ont présidé à la naissance de la minorité, va tarder à avancer une ligne audacieuse de front

unique avec la CGT réformiste. Quand elle mettra en place cette tactique, en 1923-1924, cela correspond au reflux de la vague révolutionnaire des années 1919-1920 : le même mouvement qui avait poussé les travailleurs vers les minoritaires de la CGT et les communistes va les ramener vers les organisations traditionnelles, la CGT et la SFIO. Ainsi, à partir de 1925, alors que la CGT revendique 500 000 syndiqués, les effectifs de la CGTU ne cesseront de baisser, en raison il est vrai de la désastreuse ligne « classe contre classe » de la troisième période de l'Internationale communiste. L'histoire de la CGTU, héritière à sa création des meilleures traditions du syndicalisme révolutionnaire que Trotsky décrivait avant-guerre comme « l'embryon du parti », se confondra malheureusement assez vite avec la stalinisation du PCF, dont les départs de Rosmer, Monatte fourniront les signes avant-coureurs.

Le livre de Batsch et Bouvet contient bien d'autres éléments de réflexion que nous ne pouvons développer ici : les rapports CGT-PC, l'IC et la question syndicale...

Pour terminer, nous formulerons simplement un regret : que les auteurs n'aient pas suffisamment mis en parallèle la scission de la CGT avec la recomposition de la classe ouvrière pendant et après la guerre 1914-1918. En effet, la guerre a profondément bouleversé l'organisation du travail (introduction du taylorisme et de la production industrielle de masse, progrès de la féminisation dans les usines). D'une certaine manière, la scission de la CGT en 1921 reflète une double coupure : d'une part, au niveau de la conscience politique de la classe ouvrière (entre réformistes et révolutionnaires), d'autre part dans son organisation même.

La scission de 1921 correspond ainsi à une modification dans la structure du prolétariat en France : elle sanctionne le passage du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, marqué plutôt par les ouvriers qualifiés organisés sur la base du métier, à un syndicalisme industriel, organisant en priorité les travailleurs dans l'usine. Il est d'ailleurs intéressant de constater que les minoritaires ont surtout progressé, en 1918 et en 1919, dans les branches très concentrées et les grandes usines.

Finalement, la scission de 1921 est peut-être ce moment privilégié de l'histoire du mouvement syndical français où se fit la greffe entre l'héritage du syndicalisme révolutionnaire et le nouveau prolétariat industriel issu de la guerre. Greffe qui resta éphémère, compte-tenu de l'orientation future du Parti communiste, et en raison également de la faiblesse de la concentration capitaliste en France.

Jean-Michel Masson

1. Publié aux éditions « La Brèche ». 200 pages. 60 francs. En vente à la librairie « La Brèche », au prix de 57 francs.

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM. TOM.	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA C.R. 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2. INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3. SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
4. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Abonnement



Le PS de la Commune à nos jours

Un livre de Jacques Kergoat

NOTRE courant politique a prêté beaucoup plus d'attention à l'histoire passée ou présente du PCF qu'à celle du Parti socialiste. Le livre de notre camarade Jacques Kergoat, *Le Parti socialiste de la Commune à nos jours* (1), remet en cause, avec bonheur, cette tradition.

D'ailleurs, comme il l'explique dans la présentation de son ouvrage, force est de constater l'absence d'étude marxiste un peu systématique sur ce parti, quand celles sur le PCF ne manquent pas. La première explication vient de loin : « *Les courants de gauche dans le mouvement ouvrier — luxembourgistes, trotskystes, maoïstes, conseillistes de toute sorte — ont tous en commun le choix de 1920, se sont tous retrouvés initialement du côté de la III^e Internationale.* »

Pourtant, si l'on reprend cette même histoire du point de vue du dégagement de courants critiques vis-à-vis de la direction de la SFIO et du PCF stalinisé, les choses s'inversent en quelque sorte. En 1936, c'est du sein de la SFIO que naissent des courants s'orientant à gauche qui amènent les trotskystes à pratiquer « l'entrisme ». A la Libération, avec par exemple la rupture au sein des Jeunesses socialistes, ce sont les mêmes processus qui se reproduisent.

En 1968, de nombreux groupes « gauchistes » sont issus du PCF, plus précisément de la crise qu'a connue l'Union des étudiants communistes. C'est là un phénomène nouveau. Mais qui ne doit pas faire oublier que la crise de la SFIO durant la guerre d'Algérie a produit de multiples courants, qui cotôyaient, dans le PSU de l'époque, de nombreux militants révolutionnaires.

Un des intérêts du livre de J. Kergoat, c'est la volonté de l'auteur d'expliquer que l'histoire du Parti socialiste prend ses racines profondes dans l'histoire du mouvement ouvrier français. De montrer que toutes les dérives et les trahisons n'ont pu arracher des racines qui permettent seules de comprendre comment, plusieurs fois, la SFIO a été enterrée pour toujours renaître.

Le dernier exemple en date est celui de la naissance du « nouveau » Parti socialiste dirigé par François Mitterrand.

En ces premières années de la décennie soixante-dix, nous avons eu du mal à comprendre (nous n'avons pas été les seuls !) qu'il s'agissait toujours d'un parti ouvrier réformiste. Nous avons eu du mal à voir comment la grève générale de 1968, la formidable contestation du PCF qui s'ensuivit, ne se traduisaient pas automatiquement par le seul renforcement des organisations révolutionnaires, mais aussi par un renouveau de la social-démocratie.

J. Kergoat étudie, d'un point de vue sociologique et politique, la nature du PS et prouve le peu de crédibilité des thèses faisant de ce parti une organisation bourgeoise comme les autres. Au travers de cette étude concrète, il précise même l'analyse marxiste révolutionnaire du phénomène social-démocrate.

C'est là aussi une façon de nous armer pour le futur. Car, actuellement, le Parti socialiste semble totalement prisonnier de son enfermement dans les institutions de la V^e République et de son soutien inconditionnel à la politique du gouvernement. Hormis une grogne importante à la base, ne s'exprime pas dans ses rangs de courant critique remettant réellement en cause la politique actuelle. Les aléas peu glorieux des batailles menées par le CERES sont là pour le prouver.

A l'opposé, le PCF est traversé de contradictions et, comme il continue toujours à avoir une implantation ouvrière décisive, il serait à nouveau tentant de centrer quasi-exclusivement nos préoccupations sur sa crise. Ce serait une erreur.

Non pas qu'il faille croire que l'histoire va se répéter mécaniquement et qu'à nouveau, comme en 1936 et en 1945, le PS va être le creuset privilégié d'émergence de courants de gauche. D'abord parce que par rapport à cette période, les rapports entre la classe ouvrière et ses partis traditionnels ont profondément changé. L'existence de courants révolutionnaires extérieurs à ces organisations et connaissant une implantation significative est une donnée de la période et non un simple soubresaut de Mai 68.

Ensuite, parce que la situation des

partis stalinien a profondément changé. Leur crise durable renvoie à des phénomènes nationaux et internationaux. L'exemple du processus d'éclatement du PC espagnol est là pour prouver toute l'importance des différenciations que ces partis pourront connaître.

Reste qu'il faut se méfier des eaux qui semblent dormir. Comment s'imaginer que le PS, devenu le premier parti ouvrier français, sur le plan électoral, puisse traverser sans problème la période qui vient ? Comment ne pas voir que les processus profonds de recomposition qui touchent le mouvement ouvrier français, s'ils percent dans un premier temps dans les syndicats, produiront aussi leurs effets au sein du PS ?

« *La direction actuelle du Parti socialiste, écrit J. Kergoat, ne bénéficie pas de toute évidence de l'immense confiance que le parti avait en Jaurès, ni même de celle, pourtant moindre, dont bénéficiait la direction Paul Faure-Léon Blum.* »

« *La croissance de la défiance, la prise de conscience de la "trahison" des dirigeants, cela peut amener la multiplication des départs individuels, l'éparpillement de dizaines de milliers de militants, le relâchement des liens avec les masses. Mais cela ne suffit pas pour ébranler la charpente même du parti. Car, pour ceux qui la constituent, ce qui est décisif ce n'est pas tant le degré de défiance à l'égard de la direction, ni même le septicisme quant à la fiabilité du parti : c'est la possibilité, s'ils en sortent, d'en reconstruire un autre qui soit, lui, un instrument efficace.* »

Le livre de J. Kergoat est une voie d'accès à l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier français, permettant de mieux comprendre comment elle pèse toujours sur nous, et sur les conditions de construction d'un parti révolutionnaire en France. Car la construction d'un tel parti ne pourra se faire indépendamment de la conformation historique du mouvement ouvrier français.

Antoine Artous

1. « *Le Parti socialiste, de la Commune à nos jours* ». Editions le Sycomore, 400 pages, 129 francs. En vente au prix de 122,55 francs à la librairie la Brèche.

Index des articles parus dans « Critique communiste » pendant l'année 1983

N° 15, janvier 1983

- Les révolutionnaires dans la bataille des municipales.
- La crise du capitalisme et les solutions ouvrières. Rapport présenté à la conférence nationale ouvrière de la LCR des 13 et 14 novembre 1982. Charles-André Udry.
- Le PCI a choisi le chemin de l'opportunisme. François Ollivier.
- Dossier :** Vingt-quatre ans après le triomphe de la révolution, parti, organisations de masse et « pouvoir populaire » à Cuba. Jean-Pierre Beauvais.
- Le surréalisme et nous. Michel Lequenne.
- Index des articles parus en 1982.

N° 16, février 1983.

- La droite dans sa volonté de revanche. Antoine Artous.
- Le PS vingt mois après sa victoire. Michel Thomas.
- Le PCF au gouvernement : une participation de troisième type. Francis Sitel.
- Dossier :** — La place des municipalités dans l'Etat et le système capitaliste. Jean-Michel Masson.
 - L'idéologie sécuritaire au service de la réaction. Christian Picquet.
- Le projet Savary : de recul en capitulation devant l'école privée. Nicolas Jeanson.
- Changer de politique à la campagne. Hubert Manchot.
- La conjoncture économique : vers un approfondissement de la récession. Maxime Durand.

N° 17, mars 1983.

- Les grèves dans l'automobile. Jean-Claude Bernard et François Ollivier.
- Dossier :** La crise du système de protection sociale. Michel Dupont.
- Le « Danton » de Wajda. Débat : entretien avec Daniel Guérin. Un chef-d'œuvre qui dérange et déroute. Francis Sitel. La révolution escamotée, Daniel Bensaïd.
- Marx-Engels : Adresse du comité central de la Ligue des communistes à ses membres en Allemagne (1850).

N° 18, avril 1983.

- Le gouvernement conduit les travailleurs à la défaite.
- Les municipales ville par ville : prendre la mesure de l'avertissement. Francis Sitel.
- PCI : une campagne électorale qui éclaire une politique. Antoine Artous.
- Documents : A Nantes, le PCI aux côtés de patrons et de politiciens anticommunistes.
- Dossier :** La France dans la division internationale du travail : contrainte extérieure et rupture avec le capitalisme. Michel Dupond et Maxime Durand.
- Les jeunes face au chômage et à la qualification. Nicolas Jeanson.
- Le dispositif militaire français en Afrique et dans l'océan Indien. Claude Gabriel.

N° 19, mai 1983.

- Radiographie du plan d'austérité. Michel Dupond.
- Dossier :** — Immigration et antiracisme. Hélène Viken.
 - Les luttes des travailleurs immigrés depuis le 10 mai. Larbi.
- Planification démocratique et propriété. Retour sur un débat dans la CFTC puis la CFDT. Pierre Rème.
- La politique étrangère de Mitterrand. Christian Picquet.

N° 20, juin 1983.

- Non à la guerre ! Non à la militarisation, non aux missiles, non à l'OTAN !
- Les nouveaux démocrates. Daniel Bensaïd.
- Le mouvement étudiant. Nouvel enjeu dans une situation nouvelle. Serge Emery.
- Grève des internes des hôpitaux, une clarification qui n'a pas eu lieu. Nicolas Jeanson.
- Dossier :** Le « temps choisi », bluff et dangers. Danièle Lacoste.
- Lettre de la LCR au PSU.
- Pologne : l'activité de Solidarnosc dans les usines. Jacqueline Allio.

N° 21, juillet 1983.

- Le « roi Dollar » impose sa loi.

- Les propositions économiques du CERES. Une autre politique ? Michel Dupond.
- Le CERES d'hier et d'aujourd'hui. Antoine Artous.
- Le discours du PCF sur sa stratégie. Michel Thomas.
- Dossier :** La révolution permanente en Amérique centrale. Sergio Rodriguez et Jean-Pierre Beauvais.
- « Une internationale pour notre époque ». Des militants des CCA appellent à rejoindre la LCR.
- Pour les six mois et les droits démocratiques, quinze mois de campagne dans les casernes. Bernard Clifden et François Nicolas.
- « Karl Marx, histoire de sa vie », par Franz Mehring. Jean-Marie Freyssat.

N° 22, octobre 1983.

- Mobilisations d'automne contre les missiles US et la politique de militarisation.
- Le congrès du Parti socialiste. Jean-Claude Bernard.
- Dossier :** Télévision-quatrième chaîne : péage, mouchards électroniques et autres « fillioud...teries ». Yvan Jossen.
- Tchad-Liban : continuité de la politique impérialiste de la France. Claude Gabriel.
- Le combattant et les chrysanthèmes. A propos des « Mémoires du ghetto de Varsovie », par Marek Edelman et Anna Krall. Alain Brossat.
- Projet de thèses politiques soumises par la majorité du comité central au VI^e Congrès de la LCR.

N° 23, novembre 1983.

- Du Liban à Grenade.
- Dossier :** Chômage et automation, l'impasse capitaliste. Maxime Durand.
- Dominique Fernandez et la tragédie homosexuelle. Philippe Andréa.
- Lettre de la LCR au PCI : le PCI quitte le SNI pour FO.
- Contributions à la discussion pour le VI^e Congrès de la LCR.

N° 24, décembre 1983.

- Faire échec à Reagan.
- L'école de la régulation ou les théoriciens du nouveau consensus social. Maxime Durand.
- Dossier :** Centres de tri, bilan et enseignements d'une grève. Branche PTT de la LCR.
- Stendhal et Kafka. Michel Lequenne.
- Contributions à la discussion pour le VI^e Congrès de la LCR.

Numéro hors série spécial Marx, 1983, 36 F, 92 pages.

- Crise du capitalisme et actualité de Marx. Nicolas Maheu/Francis Sitel.
- La centralité du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière dans la pensée de Marx. Ernest Mandel.
- Marx et Trotsky. Pierre Frank.
- Marxisme ou « totalitarisme ». Daniel Bensaïd.
- Réflexions sur la révolution polonaise. Zbigniew M. Kowalewski.
- Marxisme et féminisme. Frédérique Vinteuil.
- Marx et les sciences de la nature. Jean-Paul Deléage.
- La théorie critique et Marx. Philippe Ludwig.

Dossiers parus dans « Critique communiste » en 1981 et 1982

- N° 1, octobre 1981 : La véritable histoire des quarante heures.
- N° 2, novembre 1981 : Les nationalisations.
- N° 3, décembre 1981 : La Sécurité sociale.
- N° 4, janvier 1982 : La nationalisation de l'enseignement.
- N° 5, février 1982 : La CFDT dans l'après-10 mai.
- N° 6, mars 1982 : La loi de décentralisation.
- N° 7, avril 1982 : 41^e Congrès de la CGT.
- N° 8, mai 1982 : Le débat sur l'unité syndicale dans les années trente, suivi de « Contribution à la discussion » de Léon Trotsky.
- N° 9, juin 1982 : Nouvelle-Calédonie, le mouvement indépendantiste face au projet néo-colonial du gouvernement français.
- N° 10, juillet 1982 : — La politique économique de Mitterrand-Mauroy-Delors.
— Sidérurgie : le gouvernement applique la restructuration patronale.
- N° 11, septembre 1982 : Les revenus et la fortune en France.
- N° 12, octobre 1982 : Menaces de guerre et luttes pour le socialisme.
- N° 13, novembre 1982 : Les grèves ouvrières depuis le 10 mai.
- N° 14, décembre 1982 : Fiscalité, réformes immédiates ou bavardages sur la solidarité.

GERARD FILOCHE

PRINTEMPS PORTUGAIS

enseignements d'une révolution

PREFACE DE DOMINIQUE POUCHIN

EDITIONS ACTEON - 95, Bld Saint Germain - 75006 PARIS

en souscription 120f

Frais de port en sus : 1 ex. = 13,10 F,
2 ex. = 19 F

Nous vous communiquerons ultérieurement l'adresse où vous pourrez retirer votre livre à Paris, si vous ne désirez pas le recevoir par poste.

Chèque à l'ordre de : Jacques Girma
Adresse pour votre paiement : Jacques
Girma, 15, rue Louis-Blanc, 75010 Paris

Un plan de mesures d'urgence

Une brochure de la LCR

La LCR propose
des mesures anticapitalistes
POUR CHANGER DE CAP

Ni les ravages
de l'austérité,
ni les progrès
de la droite
ne sont fatals

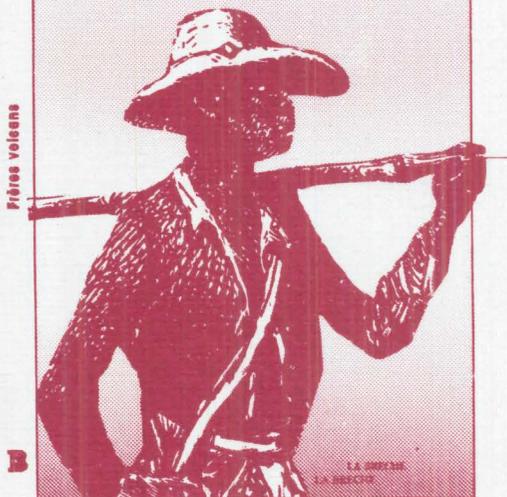
URGENCE

10F

Vincent PLACOLY

Frères volcans

Chronique de l'abolition de l'esclavage



Disponible à LA BRECHE

L'agonie du capitalisme
et les tâches de la
IV^e Internationale

Programme de transition



B
LA BRECHE

Disponible à LA BRECHE

Critique Communiste

Revue mensuelle de LCR éditée par la société P-E-C
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93 100 Montreuil-sous-Bois.
859 00 80.
Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.
ISSN — 0298 — 2068 N° CP : 56 5511